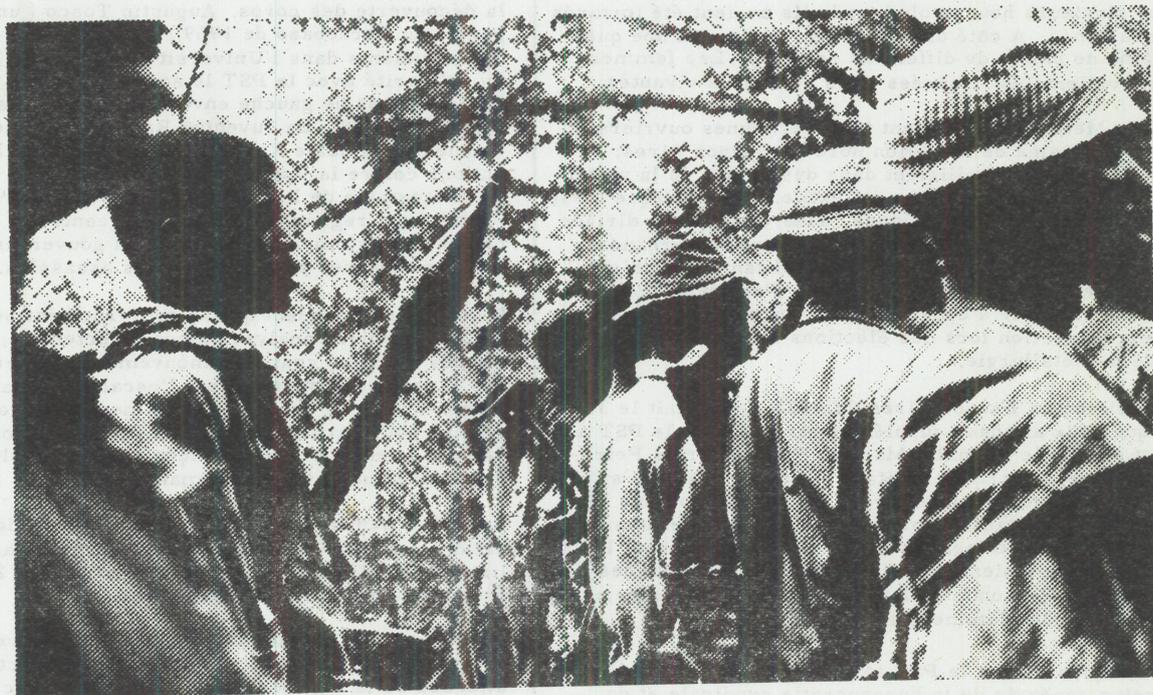


correspondance  
de presse  
internationale

# INPRECOR

## LIBERATION IMMEDIATE DES COLONIES PORTUGAISES!



## sommaire

Italie : Front Unique et auto-défense ouvrière; Portugal : l'Offensive ouvrière, Ch. A. Udry - Les luttes dans les colonies portugaises, C. Gabriel - Le Marché Commun en crise, E. Mandel - Les trois mondes de Teng Siao-ping, P. Rousset - Le nouveau gendarme du golfe arabe, Parsi - Tchécoslovaquie : De sombres perspectives économiques - Nouvelles du Mouvement Ouvrier et de l'Internationale - Yougoslavie : halte à la répression, C. Verla.

N°2

20 juin 1974

Prix : FF. 2,50 FB. 25 FS 2,50

# trois militants ouvriers, assassinés

Le 30 mai dernier, à midi et demi, une bande d'une quinzaine d'hommes armés de fusils mitrailleurs et de marteaux, et munis de talkies-walkies, faisaient irruption dans les locaux de Pacheco (Nord de Buenos Aires) du Parti Socialiste des Travailleurs, une organisation argentine, sympathisante de la IVème Internationale. Une vingtaine de militants se trouvaient dans les locaux. Ils furent tous frappés. Six membres du PST - trois hommes et trois femmes - furent kidnappés par la bande d'extrême-droite.

Les hommes -- Antonio Moses, Oscar Dalmacio Mesa et Mario Sida -- furent enfermés de force dans les coffres des voitures des assaillants. On retrouva leurs corps plusieurs heures plus tard. Ils avaient été torturés et assassinés. A côté des cadavres, on trouva une quarantaine de balles de différents calibres. Les femmes furent violemment frappées mais relâchées vivantes.

Moses, Mesa et Sida étaient tous des jeunes ouvriers et délégués d'usine de la région nord de Buenos Aires; Moses et Mesa travaillaient dans des usines de la métallurgie, Sida dans une usine de textile. Cette attaque n'est pas le premier cas de violence, dans cette zone, dirigée contre le PST. Le 7 mai dernier, Inosencio Fernandez, un militant du PST âgé de 26 ans, militant du syndicat de la métallurgie, avait été abattu. Fernandez avait organisé une liste d'opposition à la bureaucratie syndicale dans sa section lors des élections de mars du syndicat de la métallurgie.

Le quotidien de Buenos Aires CLARIN rapportait le 31 mai que deux attaques supplémentaires contre le PST avaient eu lieu le 30 mai à Mar del Plata : Carlos Petro, membre du parti et militant syndical (dans le syndicat des employés de commerce) fut attaqué par une bande armée en sortant du local de son syndicat; et une bombe explosa dans le local du PST, ce qui représente la dixième attaque violente contre le PST au cours de ces derniers mois. Personne ne fut blessé par cette bombe, mais le local fut complètement détruit.

Ces attaques contre le PST font clairement partie d'une offensive générale de la bureaucratie syndicale et du gouvernement péroniste lui-même contre le mouvement ouvrier argentin. Les tentatives de Péron pour "institu-

tionaliser" son régime ont été confrontées à une riposte très large de la part du mouvement ouvrier, et les dirigeants du mouvement péroniste ont répondu à cette opposition par des attaques armées contre toutes les forces se situant à gauche du régime. La gauche du mouvement péroniste lui-même n'a pas été épargnée. Les militants du PST assassinés avaient soigneusement été choisis parce qu'ils avaient mené une lutte décidée contre la bureaucratie péroniste dans leurs syndicats.

Le PST annonce que des arrêts de travail ont eu lieu, en réponse à ces assassinats, dans les entreprises de ces ouvriers et dans une série de lycées. Des meetings étudiants de masse se déroulèrent quelques heures après la découverte des corps. Augustin Tosco (un des dirigeants du Cordobazo de 1969), prit la parole devant 2000 étudiants dans l'Université de Droit de Buenos Aires en solidarité avec le PST le soir du 30 mai. Toutes les organisations de gauche envoyèrent des messages de solidarité au PST. La Juventud Radical Revolucionaria (Jeunesse Radicale Révolutionnaire) appela à des mobilisations contre la violence d'extrême-droite. Le Comité Parlementaire de la Chambre des Députés d'Argentine (Comité qui regroupe tous les dirigeants des partis participant au Parlement) a demandé au gouvernement de prendre des mesures pour arrêter les assassins.

Il est clair cependant que le gouvernement péroniste qui est, en dernière analyse, sinon directement, responsable des attaques contre le mouvement ouvrier ne sera pas la force qui mettra fin à l'escalade de la terreur d'extrême-droite. C'est la tâche du mouvement ouvrier argentin, pour qui le problème de l'organisation de l'auto-défense armée se pose de façon de plus en plus aiguë, et du mouvement ouvrier international.

Le PST a demandé que des messages de solidarité internationale soient envoyés à Buenos Aires : Partido Socialista de los Trabajadores, 24 de Noviembre 225, Capital Federal, Buenos Aires, Argentina.

Le mouvement ouvrier international doit développer la solidarité la plus large possible avec les victimes des attaques de la bureaucratie péroniste et avec l'ensemble du mouvement ouvrier argentin.

**INPRECOR**

INPRECOR 12/14 rue de la Buanderie - Bruxelles 1000  
Correspondance de presse internationale  
Organe bi-mensuel d'information du Secrétariat Unifié de la IVème Internationale  
Les articles signés ne représentent pas obligatoirement le point de vue de la rédaction.

ABONNEMENTS : 1 an - 25 exemplaires : FF : 30, FS : 25, FB 300, \$ canadien 7.50  
Ces prix n'incluent pas les frais d'expédition par avion outre-mer. Pour les envois par avion prendre contact avec la rédaction.

Pour tout règlement (sauf pour la France) : Gisela Scholtz - Société Générale de Banque  
Agence Dailly 1030 - Bruxelles, Compte Courant N° 210-0320173-28  
POUR LA FRANCE : libeller les chèques au nom de Pascal Henri, et les faire parvenir à l'adresse suivante : Société Internationale d'Édition, 10 Impasse Guéméné, 75004 - PARIS

# front unique et auto-défense ouvrière

Le 28 mai dernier une bombe éclatait au cours d'une réunion syndicale à Brescia, tuant sept personnes et en blessant plusieurs dizaines.

Il s'agit d'un attentat de caractère clairement fasciste qui prolonge la série d'attentats et de provocations ouverte en décembre 1969 par l'explosion de la bombe à la Banque de l'Agriculture, place Fontana, à Milan.

Le massacre de Brescia provoqua une riposte de masse de grande ampleur. Le 29 une grève générale de 4 heures paralysa le pays tout entier et donna lieu à des manifestations gigantesques (plus de 200.000 personnes à Rome). Dans différentes villes de nombreux locaux du MSI - Mouvement Social Italien - mouvement néo-fasciste) furent attaqués et détruits.

L'aggravation de la situation économique (augmentation du taux de l'inflation, énorme déficit de la balance des paiements) soulignée

dans le rapport du directeur de la Banque d'Italie, Carli, est un autre facteur qui accélère la crise politique du pays. La polémique s'est de nouveau ouverte publiquement sur la solution à adopter. Le président de la FIAT et du Syndicat des Industriels, Agnelli, parlait d'un nouveau "pacte social", faisant explicitement référence à l'unité nationale établie à la fin de la seconde guerre mondiale. Cette nouvelle crise ouverte devait amener à la démission du gouvernement Rumor le 10 juin. De son côté le Parti Communiste Italien relançait le "compromis historique" (c'est-à-dire la collaboration entre communistes, socialistes et démocrates-chrétiens).

Nous publions ci-dessous l'éditorial sur la situation en Italie après Brescia, paru dans le numéro du 5 juin 1974 de Bandiera Rossa (bi-mensuel des Gruppi Comunisti Rivoluzionari).

**INPRECOR**

Deux semaines après le referendum qui avait représenté une défaite cuisante pour l'aile la plus conservatrice de la bourgeoisie et avait montré que la crise de direction politique restait plus que jamais ouverte, le massacre de Brescia a mis à nu, une fois de plus, le caractère conflictuel de la situation actuelle en Italie, et a stimulé à nouveau la recherche frénétique de solutions "nouvelles". Les perspectives économiques très négatives ont contribué à dramatiser encore plus la situation, et ont suggéré à certains membres parmi les plus représentatifs de la classe dominante la perspective d'un tournant qui pourrait se concrétiser par un "pacte social" analogue à celui qui avait été réalisé à la fin de la seconde guerre mondiale.

## Les conséquences de la "stratégie de tension"

La tragédie de Brescia a, avant tout, montré une fois de plus l'existence de secteurs disposés à jouer jusqu'à ses conséquences les plus abhorrées la "stratégie de tension". L'échec de la politique "modérée" de recherche d'un bloc entre la Démocratie-Chrétienne (DC) et la droite, a provoqué, comme il était facile de l'imaginer, une tentative de la part des ultras de droite de faire éclater la crise du régime par la terreur. Tout ce qui est apparu après l'attentat de Brescia, au sujet des responsabilités de groupes bien identifiés, a, d'autre part, clarifié, même aux yeux des plus myopes, ce que la gauche révolutionnaire avait dénoncé dès le lendemain de l'attentat de la Place Fontana de Milan : à savoir que les extrêmes fascistes pouvaient compter sur des connivences importantes dans les secteurs les plus variés de l'appareil d'Etat et que leur force résidait justement en cela - en plus des subventions économiques dont ils disposaient.

La riposte au massacre de Brescia - qui, même dans son contenu émotionnel a revêtu une ampleur énorme - a fourni une autre indication non moins claire : au niveau de masse, le fascisme est encore extrêmement faible et toute tentative d'instaurer une dictature fasciste ou fascisante se heurterait inévitablement à une riposte impétueuse de la classe ouvrière et de larges cou-

Brescia.



ches de la petite-bourgeoisie et pourrait stimuler une dynamique de guerre civile à l'issue incertaine. C'est cette constatation même -- et sûrement pas son attachement aux "institutions démocratiques" -- qui a amené la grande majorité de la classe dominante à s'associer à la condamnation de l'action de Brescia et à chercher à créer, par l'intermédiaire de ses porte-paroles et de ses organes de presse les plus connus, une atmosphère d'unanimité anti-fasciste, reprenant les thèmes de l'unité nationale d'il y a trente ans. La question politique centrale qui se pose aujourd'hui, est, en dernière analyse la suivante : la bourgeoisie italienne considère-t-elle qu'elle est arrivée à la limite ultime et, dans l'impossibilité d'imposer une solution de force, une dictature fasciste ou militaire, est-elle prête à opérer un tournant du type de celui de 1944/45, c'est-à-dire à rechercher une alliance avec toutes les composantes du mouvement ouvrier ? L'heure du nouveau "pacte social" ou, pour utiliser les termes de Berlinguer (dirigeant du Parti Communiste Italien) d'un nouveau "compromis historique" est-elle sur le point de sonner ?

## Vers un nouveau "pacte social" ?

Nous n'avons, pour notre part, jamais exclu l'apparition d'une telle hypothèse. Au contraire, nous avons affirmé à plusieurs reprises que des tendances significatives oeuvraient dans cette direction. La dégradation de la démocratie parlementaire, la menace croissante d'une crise de régime sans issue et les nuages menaçants qui s'accumulaient sur la situation économique, dans le cadre des rapports de forces politiques qui ont été révélés -- pour se limiter aux événements les plus récents -- par le referendum et les mobilisations après Brescia, ont renforcé ces tendances de façon notable. Le discours fait par Agnelli devant la Confindustria (Syndicat des patrons de l'Industrie Italienne) en a été la manifestation la plus significative. (Voir l'introduction -- INPRECOR). De leur côté, les dirigeants du P. C. I. ont cherché à utiliser le résultat du referendum et la riposte à Brescia exactement dans la même direction. Leur pouvoir de discussion s'est incontestablement renforcé, et certaines expériences internationales de ces dernières semaines ( nous faisons référence au Portugal) ont contribué à discréditer une légende qui veut faire des Partis communistes des éléments de subversion, et ont ainsi révélé la disponibilité des dirigeants communistes italiens à jouer un rôle de frein et de canalisateur des mouvements de masse justement dans les conjonctures potentiellement les plus explosives.

Toutefois les obstacles à la traduction en pratique d'une orientation analogue à celle adoptée à la fin de la seconde guerre mondiale, et donc à l'insertion du Parti Communiste dans le gouvernement ou dans la majorité, restent encore très importants. Au niveau des forces politiques de la bourgeoisie, la Démocratie-Chrétienne et ses alliés de droite ont encore récemment réaffirmé leur volonté de poursuivre sur la voie du centrisme, réservant au PCI le rôle d'une opposition avec laquelle on peut travailler, mais sans l'insérer réellement dans le système gouvernemental. Au niveau des exigences économiques et sociales, ces mêmes porte-paroles de la bourgeoisie qui ont, au cours des derniers jours, parlé d'une ouverture explicite vers un tournant radical, n'ont rien fait d'autre, ensuite, que d'exiger de la part du PCI et des syndicats un engagement à la "modération", au renoncement à la lutte pour une défense généralisée des salaires réels, en fait une trêve, sans offrir aucune contre-partie réelle. C'est pour cela, par exemple, que, malgré la bonne disposition de la bureaucratie syndicale et malgré la concession faite par cette dernière d'un renvoi

de la relance généralisée des luttes, les discussions entre les syndicats et le gouvernement n'ont encore apporté aucun résultat concret et les syndicats n'ont pas pu ne pas exprimer -- même de façon modérée -- leur satisfaction.

Au-delà des affrontements épisodiques, la contradiction de fond -- qui continue à faire obstacle à la réalisation du "compromis historique" -- est la suivante : la bourgeoisie ne peut sortir, ou mieux, tenter de sortir de la situation économique actuelle, que par une nouvelle compression du niveau de vie des grandes masses, que par de profondes restructurations qui impliqueront, en dernière analyse, une augmentation du taux d'exploitation et un maintien ou une réduction du niveau de l'emploi. Et c'est justement cela que les bureaucraties politiques et syndicales du mouvement ouvrier peuvent difficilement accepter, dans une situation où la classe ouvrière fait toujours preuve d'un haut niveau de combativité et où de larges couches de la petite bourgeoisie continuent à se radicaliser. Sur le terrain plus directement politique, on voit mal par quoi pourrait se concrétiser le tournant "démocratique" tant souhaité, comment pourrait se traduire concrètement les proclamations verbales : à moins que l'on croit qu'il soit possible de "renouveler" tous les appareils, de la police à la magistrature, simplement parce que l'on affirme vouloir un tel "renouveau", et parce que, à la limite, la composition du gouvernement change ?

Quoi qu'il en soit, les révolutionnaires doivent être extrêmement clairs sur l'orientation de fond pour la lutte du mouvement ouvrier dans cette phase et sur leurs tâches impératives.

## Les travailleurs ne feront pas les frais de la crise

Avant tout, la classe ouvrière ne doit pas sortir vaincue de la bataille contre la bourgeoisie, bataille sans arrêt relancée pour lui faire payer le prix de la crise économique. Sur ce terrain, tous les discours sur le "sens des responsabilités", sur les "sacrifices nécessaires" doivent être rejetés. Cela signifie que toute trêve doit être rejetée, que l'on doit créer, à brève échéance, les conditions pour une mobilisation générale sur les objectifs qui unifient toutes les couches de la population travaillée exploitée. Les patrons et le gouvernement voudraient attaquer le système déjà insuffisant de réajustement des salaires au coût de la vie. La classe ouvrière doit opposer à cette tentative une mobilisation pour une véritable échelle mobile des salaires, qui compense, totalement et immédiatement, la réduction du pouvoir d'achat due à la hausse des prix, et qui soit sous contrôle ouvrier à tous les niveaux (du relevé de l'indice au contrôle des prix dans les magasins). Les patrons et le gouvernement se préparent à attaquer le niveau de l'emploi : la classe ouvrière doit opposer à cette tentative la lutte contre toute suspension et tout licenciement, pour que le travail existant soit réparti entre tous les travailleurs sans réduction de salaire. Si il doit y avoir des réductions, que ce soit pour les heures de travail, sans réduction de salaire. Enfin, la classe ouvrière doit se préoccuper des différenciations qui apparaissent en son sein. Les catégories les moins favorisées et les moins organisées perdent du terrain par rapport aux secteurs les plus combattifs et elles ont, de fait, des rétributions toujours plus basses. Pour combattre cette tendance, il est nécessaire d'exiger un salaire minimum garanti. Ce mouvement d'ensemble de la classe ouvrière doit préparer une grève générale nationale, qui ne soit pas une simple répétition des manifestations symboliques du passé,

mais prenne l'aspect d'une épreuve de force. Pour cela, il faudra, si cela s'avère nécessaire, la prolonger jusqu'à ce que l'ennemi de classe ait été contraint à céder. Personne ne doit s'illusionner sur la difficulté d'une telle lutte. Mais il n'y a pas de choix possible : ou l'on arrache la victoire sur ce terrain, avec ces méthodes, ou il faut se résigner à payer le prix, le prix très élevé de la crise et donc à subir une défaite grave.

En ce qui concerne la bataille politique, dont les événements de Brescia ont montré l'urgence, les révolutionnaires devront refuser la solution de l'unité "démocratique et anti-fasciste" sans discriminant. Leur ligne doit se baser sur la nécessité du front unique, mais du front unique ouvrier, c'est-à-dire qui s'appuie sur l'unité de la classe ouvrière et de toutes les couches de la population travailleuse.

Ceci ne concerne pas seulement le contenu d'un tel front unique, mais aussi la méthode. La politique d'unité anti-fasciste tend inévitablement à jouer sur les mécanismes constitutionnels (par exemple en demandant la mise hors-la-loi du MSI), et à faire pression sur les appareils d'Etat (police magistrature, gouvernement) pour qu'ils défendent la "démocratie". La politique de front unique ouvrier implique la mobilisation de la classe ouvrière pour rejeter les attaques fascistes et pour défendre les droits et les libertés

que le mouvement ouvrier a conquis par des dizaines d'années de lutte. Cela implique la nécessité de former des détachements ouvriers d'auto-défense, organisés dans les usines, dans les quartiers, ayant des liens au niveau national. Cela implique l'auto-défense des locaux, des piquets et des manifestations. Cela implique fondamentalement que la classe ouvrière ne se mette pas sous la tutelle des appareils de l'ennemi de classe qui n'ont pas voulu frapper les bandits noirs et qui ont laissé la voie libre aux dynamiteurs criminels, mais ne compte que sur ses propres forces et sur son organisation propre.

La tâche première des révolutionnaires est de se battre pour que des couches toujours plus importantes de la classe ouvrière comprennent la nécessité de cette orientation et deviennent les protagonistes directs des batailles anti-fascistes et anti-capitalistes qui sont à l'ordre du jour.

Cela signifie que l'on doit éviter toute confusion opportuniste sur la nature de classe de la lutte contre le fascisme. Cela signifie que toute position sectaire doit être bannie : les initiatives de l'avant-garde ne doivent pas être des fins en soi, mais elles doivent tendre constamment à mobiliser des couches plus larges de la classe ouvrière. Telle est le moyen concret de mener la lutte contre l'hégémonie de la bureaucratie.

## PORTUGAL

# L'OFFENSIVE OUVRIERE

Plus d'un mois et demi après le "coup" du Mouvement des Forces Armées, les lignes de force de la situation politique au Portugal émergent avec plus de clarté.

Les mobilisations ouvrières qui avaient démarré très largement après le 1er Mai, déclinent et une série de luttes "exemplaires", mais limitées, prennent le relais du mouvement général. Le Parti Communiste Portugais accentue, quant à lui, sa campagne anti-grève et anti-gauchiste, tout en proclamant son soutien au programme des Forces Armées. En outre, il tente de mettre sur pied un appareil syndical central par le biais de l'INTERSYNDICALE qui utilise les vieilles structures corporatistes.

La Junte -- qui, formellement, a pris la forme du Conseil d'Etat (16 militaires et 5 civils) -- initie une politique de répression sélective qui a pour fonction, d'une part de tester la capacité de riposte large de l'extrême-gauche et, d'autre part, de se préparer à prendre les mesures les plus strictes pour limiter

au maximum une dégradation accélérée de l'instrument décisif de la bourgeoisie : l'armée. Ceci est d'autant plus important que Spinola indique clairement, le mardi 11 juin, que le "processus de décolonisation sera long"; ce qui ne pourra que produire de nouveaux ferments dans la crise de l'armée. Parallèlement, la bourgeoisie -- au travers de multiples manifestations d'appui à Spinola -- cherche à reconstruire un instrument de domination politique qui lui facilite les opérations. C'est dans ce contexte général, au sein duquel les difficultés économiques (chômage, inflation) et la "question coloniale" vont jouer un rôle décisif, qu'il faut situer les diverses manifestations, prises de position, mobilisations se développant actuellement au Portugal.

## Une vague de grèves

Ce n'est qu'après les manifestations massives du 1er Mai que se généralisent les mouvements de grève dans les entreprises. Certes, ils s'inscrivent dans le cadre d'une montée des luttes ouvrières en 1973 et

début 1974 (200 grèves et mouvements en janvier 74), montée liée à l'explosion inflationniste depuis le milieu de 1973. Cependant les limites de ces mouvements apparaissent aussi bien sue le plan des objectifs, que de leur dispersion et des formes de lutte. Le 25 avril, une seule entreprise, de la métallurgie, est en grève, MAGUE (2000 ouvriers). Les revendications des travailleurs sont satisfaites immédiatement. Le 26 avril le travail reprend. La Junte indique sur le champ quelles étaient ses options : la grève fut attaquée durement et les militaires indiquèrent combien cet "exemple" n'était pas à suivre.

Néanmoins, suite aux mobilisations du 1er Mai, qui révélèrent le rapport de forces entre la bourgeoisie et les masses laborieuses, la vague de grève déferla sur l'ensemble des secteurs, avec une force que les initiateurs du coup d'Etat ne supposaient pas. Les grèves fusionnaient, à des degrés divers, avec la lutte contre l'appareil fasciste, ses représentants, ses traditions. Elles acquéraient, de ce fait, une dimension nouvelle, quelles que soient les illusions qui dominaient, et qui dominant encore dans de très larges secteurs des masses ouvrières. Ainsi, dès le 30 avril, Radio Renascença connaît une grève de 19 heures, parce que la direction refuse de passer des interviews d'exilés politiques. Les travailleurs de l'imprimerie qui produit l'un des plus grands journaux du Portugal, O Seculo, se mettent en grève le 9 mai, durant 5 jours, car la direction empêchait les travailleurs de publier, intégralement et en première page, leurs communiqués. Les travailleurs du journal A Capital font grève afin de manifester leur solidarité avec leurs camarades de O Seculo.

Le mouvement se développa dans les entreprises de la construction, où les travailleurs immigrés -- majoritairement du Cap Vert -- engagèrent aux côtés des travailleurs portugais une lutte d'une grande combativité. Ainsi, le 15 mai, les ouvriers de diverses entreprises de la construction (Habitat, Micorel, Compav e Francisco dos SantoLda) se mettent en grève, organisent des piquets volants pour propager leur lutte. Dans les mines de fer de Ponasqueira; le 13 mai, travailleurs immigrés (400 cap verdiens sur 1 600 mineurs) et travailleurs portugais déclenchent un mouvement qui prendra fin le 20 mai, la totalité des revendications ayant été obtenues (6 000 escudos minimum garanti, 13ème mois, assistance médicale gratuite, 1 mois de vacances payé). La Commission Ouvrière qui dirigea la grève était composée de quatre portugais et de quatre cap verdiens. Le secteur chimique (Laboratoire Pfizer, Bayer, Ciba-Geigy Portuguesa Ldt, Robapharm-Suiça...), le secteur automobile et les branches qui y sont rattachées (Renault-Lisbonne, en grève le 23, Toyota-Transmotor où se déclenche une lutte le 15 mai, Firestone), l'industrie alimentaire, les banques, les assurances, etc., connaissent tous des mobilisations. Ces mouvements, dans leur très large majorité, ont un caractère semi-spontané, le niveau de conscience est limité, mais les revendications avancées, quand bien même elles se situent sur un plan assez strictement économique, représentent des objectifs importants et expriment la conviction qu'ont les travailleurs de pouvoir obtenir satisfaction, grâce au rapport de forces général. Les revendications qui surgissent dans quasiment toutes les mobilisations furent : 6000 escudos comme salaire minimum garanti, 40 heures par semaine, 13ème mois à 100% et 14ème mois, 1 mois de vacances, garantie du salaire en cas de maladie et d'accident. Les revendications visant l'organisation capitaliste du travail sont rares, mais celles concernant la sécurité de l'emploi (réintégration des licenciés, non aux licenciements) se sont faites le plus en plus nombreuses au fil de la mobilisation. Ceci est évidemment impor-



"Soldats et marins aux côtés du peuple dans la lutte pour la paix et pour la révolution démocratique et populaire"

tant, dans la mesure où la lutte contre le chômage pourrait bien représenter un axe essentiel des mobilisations de l'automne.

Le processus d'unification conscient du mouvement fut très restreint, si ce n'est dans le secteur textile, dans lequel la MES ( Mouvement de la Gauche Socialiste) possède une influence syndicale non négligeable. Le 12 mai, 6000 travailleurs de l'industrie de la laine (Lanifícios da Covilha, Tortozendo, Unhais da Sena) initient une lutte sur la base d'une revendication de 1000 escudos d'augmentation pour tous. A Porto et à Costanheira de Pêra, dans le secteur lainier, des grèves éclatent le même jour. Ainsi, dès le 14 mai, ce sont plus de 20.000 travailleurs du secteur textile qui engagent une lutte.

Les formes démocratiques d'organisation de la grève apparaissent dans de nombreuses entreprises. Des commissions ouvrières sont élues, afin d'élaborer une plateforme revendicative et pour organiser le combat. Ceci fut le cas, par exemple, dans les chantiers navals de Lisnave (8.400 travailleurs qui entrent en lutte le 13 mai), ou dans l'entreprise de la métallurgie MESSA (en grève dès le 16 mai), dans laquelle la Commission Ouvrière, composée de 9 membres, organise l'occupation, les piquets, etc. Ces commissions ouvrières, oscillent entre un Comité de Grève et un Comité de Fabrique. Elles regroupent en fait l'avant garde ouvrière dans la direction de la grève, tout en organisant des assemblées générales des travailleurs pour prendre les décisions essentielles. Ces commissions ouvrières à MESSA et à TIMEX ont rejeté l'intervention de l'Intersyndicale -- contrôlée par le P. C. -- qui tentait de s'immiscer dans la grève pour en prendre la direction, en détruisant les formes d'organisation démocratiques de la lutte. Ainsi les travailleurs portugais renouent avec une des caractéristiques dominantes des luttes ouvrières à l'échelle européenne depuis 1968, et ceci malgré -- et en partie à cause de -- plusieurs décades d'oppression du régime corporatiste.

Depuis le 30-31 mai, la vague de mobilisation reflue. Mais il serait totalement erroné d'interpréter ce déclin des luttes comme le résultat soit d'une défaite, soit d'une capacité de contrôle du PC ou de l'Intersyndicale. Les travailleurs portugais, dont les traditions de lutte et d'organisation sont faibles, et parmi lesquels les illusions démocratiques sont fortes, ont recommencé le travail après ce qu'ils considèrent comme une vic-

toire. Sur le plan salarial, alors que le PC cautionne le minimum salarial de 3.300 escudos "accordé" par le gouvernement provisoire (avant le 25 avril le PC revendiquait 6.000 escudos), les augmentations arrachées dans les luttes s'élèvent généralement à 1000-1500 escudos et les minimums garantis dépassent le plus souvent de plusieurs centaines d'escudos le minimum national "offert" par le gouvernement provisoire. Certes, au niveau du temps de travail (les 40 h.) les victoires sont moins nombreuses. Cependant les vacances ont été arrachées... Et le mouvement descendant des luttes n'est pas étranger au fait que, pour la première fois, dans quelques jours, des milliers de travailleurs pourront prendre des vacances payées. La reprise du travail doit donc être située dans ce cadre et, dès lors, la question cruciale reste la capacité de riposte dont font preuve les masses laborieuses en automne face à une dégradation de la situation économique et face à une contre-offensive patronale.

## Des nouvelles formes de lutte et une vieille politique

Au moment où la reprise du travail se généralise, émergent des grèves dont aussi bien les objectifs que l'organisation indiquent le processus plus profond de radicalisation qui touche des secteurs avancés de la classe ouvrière. Ainsi, les deux grèves de la TIMEX et de la MESSA augurent de ce qui pourrait se développer plus largement lors d'une nouvelle montée des luttes. Il faut comprendre tout d'abord que de telles grèves se confrontent immédiatement à toute la campagne anti-grève développée par le PCP et reprise par la junte. Dès lors, leur continuation implique un processus de politisation en rupture avec la ligne du PC et en opposition avec les manoeuvres de l'Intersyndicale, qui cherche à mettre la main sur ces luttes pour mieux les étrangler. Cette confrontation et cette rupture impliquent un renforcement, d'une part, des formes d'auto-organisation et, d'autre part, de la campagne de soutien. Ainsi, à la TIMEX, après avoir déclenché une grève qui dura du 9 au 15 mai, et après avoir appliqué, dans les faits, les 40 heures, les travailleurs occupent l'entreprise depuis le 27 mai. La Commission Ouvrière qui dirige la lutte, organise les piquets de grève, contrôle les stocks, empêche la sortie de toutes les montres et envisage l'occupation des bureaux et la constitution d'un "trésor de guerre", afin de s'assurer le paiement des jours de grève. LIP a développé une influence jusqu'à Lisbonne... et les travailleurs de TIMEX de Besançon et Glasgow intègrent à leur tour l'expérience de lutte de leurs camarades portugais.

En outre, les ouvriers et ouvrières de TIMEX, comme ceux de MESSA, publient un journal afin de populariser leur lutte, journal dans lequel s'exprime de façon de plus en plus consciente leur opposition à la stratégie du PC et de l'Intersyndicale. Enfin, ils ont organisé des manifestations, en relation avec le Comité de Soutien (pour la TIMEX) dans lequel les militants de la LCI (Ligue Communiste Internationaliste, organisation sympathisante de la IVème Internationale) jouent un rôle décisif. Ces quelques expériences qui se développent aujourd'hui doivent être largement popularisées, afin de préparer les luttes futures, celles qui pourront démarrer à la rentrée de Septembre. Les éléments qu'elles mettent en jeu (revendications : intégrations des primes au salaire de base, initiatives tendant vers le contrôle ouvrier, organisation démocratique de la lutte et de l'occupation de l'entreprise, opposition de fait à la politique du PC) permettent aux marxistes-révolutionnaires de développer un travail d'agita-

tion et de propagande qui gagne une audience significative parmi les jeunes travailleurs qui, après avoir mené des grèves avec succès et s'être battus pour une gestion démocratique de la lutte, se trouvent face à un PC qui s'oppose à leur propre lutte.

En effet, le PC ne fait qu'accentuer sa campagne anti-grève et d'attaque contre l'extrême-gauche. La Commission exécutive du Comité Central du PCP déclare : "Nous sommes en face d'un complot des forces réactionnaires qui n'ont pas encore été délogées de leur position par le mouvement du 25 avril, qui, avec l'aide consciente ou inconsciente de groupes d'aventuriers dits de gauche, cherchent à provoquer une situation de chaos économique et à détruire les conquêtes démocratiques déjà obtenues. De tels éléments, en jouant sur la misère des travailleurs, se révèlent singulièrement généreux quant à leurs revendications pour provoquer la ruine et la faillite des petites et des moyennes entreprises et une course aux salaires incompatible avec les possibilités de nombreux secteurs." Et le 11 juin, Dios Laureço, directeur d'Avante, le journal du PCP, déclarait lors d'un meeting à Baixa do Banheira, ville à forte implantation du PC, que : "l'extrême gauche, d'une façon consciente ou inconsciente, agit objectivement en faveur de la réaction." (O Seculo, 12.6.74). Et il insista essentiellement sur le fait que "les communistes sont au gouvernement provisoire pour réaliser le programme des forces armées" (idem), et que l'ennemi essentiel se situait dans le développement de grève voulu par la réaction et les "gauchistes" qui profiteraient "d'une classe ouvrière inexpérimentée, politiquement très jeune et qui peut plonger dans l'aventure" !

Ainsi le PCP se met au premier rang, directement, pour tenter de faire échouer des luttes comme celles de la TIMEX, de MESSA, de MABOR (fabrique de pneus à Porto), qui pourraient jouer le rôle de ferment pour les mobilisations futures et mettre en question le projet de construction d'une sorte de CGT portugaise, que tente d'atteindre le PCP en réunissant 49 syndicats corporatistes au sein de l'Intersyndicale. Cette politique le conduit à renoncer à défendre les intérêts les plus immédiats des travailleurs, les revendications sur lesquelles se sont mobilisés des dizaines de milliers de travailleurs (qui reprenaient une part des revendications du PC avant le 25 avril) et à présenter, par exemple, comme des victoires retentissantes des accords passés par un de ses dirigeants syndicaux qui "arracha" au nom du Syndicat de la construction civile (de la région de Baixa do Banheira) 4.500 escudos minimum et 45 heures par semaine, après 16 heures... de négociations avec l'organisation patronale. Même par rapport aux problèmes les plus immédiats, il apparaît que le PC désarme totalement les travailleurs face à la politique des patrons qui ne peuvent que d'une part, tenter de maintenir leurs "avantages salariaux" face à leurs concurrents européens du Marché Commun et qui tenteront, d'autre part, de récupérer ce qu'ils ont dû céder sous la pression des "événements", sans parler du processus de restructuration qu'ils vont déclencher afin d'absorber la croissance des coûts unitaires de production,

Il est peu probable, et différents indices le prouvent déjà, que le PCP puisse continuer cette politique en maintenant son influence actuelle sur les masses ouvrières. La manifestation d'appui à la politique du Ministère du Travail, à la tête duquel se trouve le "communiste" Pacheco Gonçalves fut un échec. Le 30 mai, pas plus de 5 à 6.000 manifestants affirmèrent leur appui à la politique d'"union nationale" et de "lutte anti-grève". Et dans ce cortège on pouvait entendre l'hymne national et voir le portrait de Spinola. Enfin, l'Union des Etudiants Communistes

venait grossir les rangs des travailleurs favorables à la "paix sociale".

Evidemment, l'échec partiel de la politique du PC dépend en grande partie de la capacité de l'avant-garde révolutionnaire de savoir développer les mouvements les plus larges sur les objectifs ressentis par les travailleurs et de stimuler et populariser les expériences de lutte dont le contenu anti-capitaliste est de plus en plus marqué. Ceci nécessite, conjointement, la propagande la plus pédagogique sur la stratégie révolutionnaire -- comme alternative à la politique des réformistes. Enfin, les révolutionnaires se doivent d'être présents dans le processus de réorganisation syndicale afin de bâtir les premiers éléments d'une opposition claire à la politique de l'Intersyndicale.

### Spinola précise sa politique coloniale et répressive

Un autre axe essentiel du travail des révolutionnaires réside dans le travail anti-colonialiste et anti-militariste. Ceci d'autant plus que Spinola vient d'annoncer, en termes choisis, que l'indépendance n'était pas pour demain.

Dans son discours du 11 juin, qui rappelait par la forme et le contenu les discours "dogmatiques" du régime salazariste, SPINOLA donna pour la première fois la définition de la politique coloniale de la junte, tant il est vrai que le "gouvernement provisoire" n'est qu'un paravent du pouvoir effectif des militaires. Il déclara : "Dans le monde moderne, lorsqu'il existe une indépendance politique réelle, elle est le produit d'une auto-détermination authentique, et il ne peut y avoir d'auto-détermination que dans un climat libre, avec un parfait fonctionnement des institutions démocratiques. Nous devons, dès lors, conclure que de telles institutions ne se trouvent pas dans les territoires d'outre-mer, et, partant, leurs habitants ne disposent pas des formes efficaces d'expression et de participation et que, ce que l'on entend aujourd'hui par indépendance immédiate, ne serait rien d'autre qu'une négation des idées démocratiques universellement acceptées et dont s'inspire le Mouvement des Forces Armées. Le droit à l'auto-détermination des peuples, avec toutes ses conséquences, ne peut pas se confondre avec l'imposition d'options auxquelles ces peuples n'ont pas participé." (Diario de Noticias, 12-6-74) Beau morceau de prose ! Ainsi se confirme l'option centrale de la bourgeoisie portugaise. Le social-démocrate Soares doit tenter d'obtenir un cessez-le-feu, ce qui permet de calmer les esprits dans l'armée, et d'engager un long processus de négociations, avec l'idée de maintenir le maximum d'avantages dans les deux pays les plus riches et au sein desquels les intérêts de groupes importants (Champalimaud essentiellement) sont énormes (le Mozambique et l'Angola). Les options proposées par Spinola, sous le vocable de "décolonisation", vont de la Fédération à la "coopération étroite", en passant par la "communauté". Dans ce contexte, il est important et d'autant plus vital pour la junte de frapper tous ceux qui développent un travail anti-militariste et anti-colonialiste systématique et qui aggravent le processus de désagrégation de l'armée, dernier rempart de la bourgeoisie. Il y a donc symétrie entre les déclarations de Spinola sur la "décolonisation" et l'arrestation de Soldanho Sanches, dirigeant de l'organisation maoïste MRPP (Mouvement Pour la Reconstruction du Parti du Proletariat), la répression policière qui se manifesta pour la première fois lors de la manifestation devant l'hôpital militaire pour la libération de Peralta (officier cubain arrêté dans les maquis de

Guinée Bissau) ou encore les mises en garde voilées que Spinola adresse au PC, un PC qui pourtant se tait sur la question coloniale dans tous ses meetings.

### Solidarité internationale

Nos camarades de la LCI sont à la tête de la bataille sur les deux terrains du développement du travail anti-colonial et anti-militariste et de la riposte aux premières tentatives de répression contre l'extrême-gauche. Ainsi, ils animent les Comités pour l'Indépendance Immédiate et Inconditionnelle des Colonies (CICs), comités de base qui luttent :

- pour l'indépendance immédiate et inconditionnelle des colonies et appuient la lutte des mouvements de libération ( PAIGC, MPLA, FRELIMO),
- contre toutes les manœuvres néo-coloniales du type "auto-détermination", "referendum", "fédération",
- pour la destruction de toutes les formes de racisme et de chauvinisme, présents dans de larges secteurs des masses laborieuses et qui sont des instruments de la bourgeoisie pour dominer et diviser les travailleurs,
- pour développer la lutte anti-colonialiste comme partie intégrante de la lutte pour la révolution au Portugal, en affirmant l'identité des intérêts entre la lutte des peuples des colonies et la lutte des travailleurs portugais.

Face à l'arrestation de Soldanho Sanches -- quand bien même le MRPP marqué par le sectarisme le plus obtu refuse d'organiser une manifestation -- nos camarades de la LCI, en commun avec le C. B. S., le P. R. P., la L. U. A. R. (Commissions de Base Socialistes, Parti Révolutionnaire du Proletariat, Ligue d'Unité Révolutionnaire...), ont organisé le mercredi 12 une manifestation centrale pour la libération immédiate de Sanches, pour la suppression du code et des lois fascistes, pour la liberté de réunion, d'expression, de manifestation dans la rue, les fabriques, les écoles, pour l'indépendance immédiate et inconditionnelle des colonies... La capacité de riposte dont l'extrême-gauche fera preuve et l'audience qu'elle saura acquérir seront décisives pour le développement de la situation politique au Portugal ces prochains mois. La responsabilité des révolutionnaires est immense. La solidarité internationale doit être à la mesure des tâches auxquelles sont confrontés nos camarades !

A. UDRY  
12. 6. 1974

### ERRATUM

Une coquille s'est glissée dans INPRECOR N°1 dans l'article sur la campagne électorale des révolutionnaires en France ( p. 13, 2ème col. ). Ce sont plus de 30. 000 personnes qui sont venues au 22 meetings centraux du FCR (compte non tenu de près de 200 autres meetings locaux), et non aux 200 meetings centraux comme cela a été imprimé par erreur.

# les luttes

# l'heure décisive

## dans les colonies portugaises

La plupart des analyses sur la lutte dans les colonies portugaises se contentent, y compris dans un but de soutien, de placer les mouvements de libérations au centre du triangle : métropole-armée coloniale-impérialisme. Tout est fait comme si les trois colonies africaines du Portugal étaient hors de l'histoire du continent africain. Pour notre part, parce que notre soutien au MPLA (Mouvement Populaire de Libération de l'Angola), au FRELIMO (Front de Libération du Mozambique) et au PAIGC (Parti Africain pour l'Indépendance de la Guinée et du Cap Vert) veut s'accompagner d'une analyse de leur trajectoire politique, il est nécessaire de replacer ces luttes dans le cadre du continent et de la révolution africaine. Le putsch au Portugal ouvre une période décisive; les mouvements de libération sont aujourd'hui confrontés aux jeux complexes des négociations qui réclament un dépassement de l'empirisme pour saisir précisément le rôle du réformisme au Portugal ou encore la nature du "soutien" intéressé et combinard des régimes néo-coloniaux africains.

La bourgeoisie portugaise et l'impérialisme sont à la recherche d'une solution néo-coloniale. Mais celle-ci est-elle possible ? Peut-on, dans ces conditions historiques différentes, reproduire la politique d'un de Gaulle et obtenir le même résultat ? Mario Soares a beau répéter que "tout ce qui nous rapproche est beaucoup plus fort que ce qui nous divise", il ne fera pas reculer l'histoire de quinze ans.

Le piège néo-colonial ne sera pas le résultat d'une séduction brutale des mouvements de libération par les déclarations moralisantes du secrétaire général du Parti socialiste portugais. Mais le danger néo-colonial ne se résume pas à une affaire de bonne ou de mauvaise morale. Il peut trouver une brèche dans les illusions d'un "Etat démocratique et national", ou tout simplement se développer sur la base de certains investissements multinationaux qui, depuis une

décennie, pillent l'Angola et le Mozambique, et pour lesquels les réformistes portugais deviennent soudain silencieux. Silencieux sur l'armée privée de la Gulf Oil à Cabinda. Silencieux sur les prochaines fournitures d'énergie de Cabora Bassa à l'Afrique du Sud...

La politique actuelle de Lisbonne vise à minoriser les mouvements de libération en faisant apparaître une série de "3èmes forces", susceptibles de briser l'intransigeance du PAIGC ou du FRELIMO.

Le Parti Socialiste et le Parti Communiste portugais pour qui le gouvernement d'union nationale est un but en soi ne ménagent pas le chantage : "pour que les négociations se mènent il faut que le gouvernement actuel se maintienne et pour qu'il se maintienne il faut qu'on obtienne un minimum de concessions de la part de vous autres, les mouvements de libération !".

La période qui s'ouvre va donc révéler la profondeur ou les limites de l'élaboration politique des mouvements de libération. Elle va aussi éprouver leur cohésion. La crise qui se dessine dans le MPLA favorisera-t-elle les manœuvres de l'impérialisme ? Le front uni avec le FNLA (Front National de Libération de l'Angola -- voir encart) envisagé par une fraction du MPLA est d'ores et déjà le Front de N'Gouabi, Moututu, Kaunda et Nyerere ( respectivement chef d'Etat du Congo Brazzaville, du Zaïre, de la Zambie et de la Tanzanie), c'est-à-dire un front du néo-colonialisme. C'est bien sur un programme authentiquement anti-capitaliste que l'avant-garde angolaise, ainsi que celle du Mozambique et de la Guinée, pourra faire échouer le plan néo-colonialiste de l'impérialisme.

- Soutien au PAIGC, FRELIMO et MPLA !
- Indépendance immédiate et sans condition !
- Contre toute solution néo-coloniale !
- La lutte continue, le soutien aussi !

- C. G. -

\* \* \*

Lorsque la lutte contre le colonialisme portugais prend un essor décisif à la fin des années 50, la situation politique dans le continent noir est marquée par un profond reflux des luttes de masse et par l'intégration d'une partie importante du mouvement nationaliste dans le cadre d'une solution néo-colonialiste. Un peu partout, en l'espace de 5 à 6 ans, les partis nationalistes acceptent avec enthousiasme les postes de larbins de l'impérialisme. La petite-bourgeoisie urbaine qui s'était largement développée dans les sphères de l'administration coloniale, se hisse au rang de classe dirigeante après avoir utilisé le mouvement de masse comme force de pression sur les gouvernements impérialistes. Le contenu contra-

dictoire des indépendances formelles a été la conséquence d'un double processus. D'une part, pour la bourgeoisie européenne, rompre avec l'économie coloniale classique pour passer à un stade supérieur de pillage en accord avec l'évolution du capitalisme contemporain constituait aussi une réponse politique empirique face à la montée de la révolution coloniale. D'autre part, pour les masses africaines, il s'agissait de la première offensive généralisée contre la barbarie impérialiste dans un cadre social modelé par le colonialisme, c'est-à-dire sous la direction politique de la petite-bourgeoisie "bureaucratique". L'économie néo-coloniale n'a rien d'un stade "suprême" de la domination

impérialiste, comme le prétend Nkrumah. La reconversion n'ouvrirait pas une ère nouvelle de la domination bourgeoise, mais correspondait plus à un pis aller permettant un saut qualitatif du pillage tout en désamorçant provisoirement les poussées révolutionnaires. A la lumière de cela il apparaît que le néo-colonialisme n'était pas une évolution objectivement déterminée du système de domination mais, essentiellement, une défaite du mouvement nationaliste incapable, par nature, de faire transcroître la lutte pour l'indépendance en lutte anti-capitaliste.

G. Althabe dans son livre "Les fleurs du Congo" explique précisément le jeu idéologique du nationalisme africain : "Le parti nationaliste tel qu'il est édifié durant cette période est, pour une fraction de l'élite bureaucratique, à la fois instrument de lutte contre les dominants étrangers et cadre dans lequel s'établit un rapport avec la masse de la population, un lieu où elle réussit à la mobiliser autour d'elle." (p. 238) "Le parti nationaliste est donc construit comme une contre-institution dont le mode d'existence est entièrement déterminé par l'adversaire face auquel il est dressé." (p. 240) "L'enjeu de la lutte est d'arracher la population de l'institution bureaucratique qu'est l'administration contrôlée par les administrateurs belges, de l'in-

troduire dans une nouvelle institution bureaucratique, le parti, contrôlé par les politiciens dits nationalistes." (p. 241) "L'épilogue de la confrontation est simple : le parti nationaliste devient l'administration, la dualité entre les deux institutions bureaucratiques est effacée." (p. 241)

Ajoutons, de notre côté, que l'effacement de la dualité s'effectue soit par l'intégration du mouvement nationaliste au cadre néo-colonial, soit par la répression de ces éléments les plus radicaux (U. P. C. - Union des Populations Camerounaises -- au Kamerun, Sawaba au Niger, M. N. C. - Mouvement Nationaliste Congolais - au Congo...).

C'est donc notamment par ces facteurs que le néo-colonialisme a pu devenir une politique possible des bourgeoisies coloniales. Estimer les possibilités de néo-colonialisme dans les colonies portugaises implique donc la mise en évidence de facteurs tels que ceux-ci, intégrés à une situation politique continentale et internationale, qui, pour leur part et de toute manière, sont différentes de celles des années 60.

L'analyse du nationalisme dans les colonies portugaises doit donc intégrer deux réponses :

- les conséquences de la période politique continentale sur la formation des mouvements nationaliste en Angola, au Mozambique et en Guinée Bissau à la fin des années 50;
- l'importance et les limites de leur rupture avec le nationalisme traditionnel de cette période et leurs bilans des indépendances octroyées.

### Petit lexique

**mpla**  
**paigc**  
**frelimo**  
**fnla**

Mouvement Populaire de Libération de l'Angola  
Parti Africain pour l'Indépendance de la Guinée et du Cap Vert  
Front de Libération du Mozambique  
Front National de Libération de l'Angola. En 1954 se crée l'UPNA (Union des Populations du Nord de l'Angola) qui devient UPA (Union des Populations angolaises), puis se transforme, en gagnant quelques groupuscules, en FNLA (Front National de Libération de l'Angola) qui fonde, pour des raisons diplomatiques, le GRAE (Gouvernement Révolutionnaire Angolais en exil) à Kinshasa, contrôlé par Mobutu.

**unita**

Union Nationale pour l'Indépendance Totale de l'Angola; se développe à partir de 1966, scission du FNLA. Elle a engagé un début d'implantation dans le sud et le centre du pays. Les critiques principales qu'elle adresse au MPLA sont sa direction petite-bourgeoise et métisse ainsi que sa direction extérieure aux zones libérées.

**fling**

Front de Libération pour l'Indépendance Nationale de la Guinée. Espèce de groupuscule réactionnaire siégeant à Dakar, soutenu pendant plusieurs années par Senghor et manipulé par les américains.

**gumo**

Groupe Uni du Mozambique - 3ème force potentielle. Vient de se déclarer favorable à une coexistence inter-raciale, inter-confessionnelle, pour une communauté lusitano-afro-brésilienne !

### La formation des mouvements nationalistes

Le Parti Africain pour l'Indépendance de la Guinée Bissau et du Cap-Vert (PAIGC) est fondé en septembre 1956. Un peu plus de 6 ans après, en 1963, la lutte armée est déclenchée après un processus de préparation politique et militaire. Mais de 1956 à 1963, cette région de l'Afrique est marquée par un reflux important des luttes de masse et par la stabilisation d'un rapport de forces favorable à l'impérialisme. Au Sénégal, c'est l'arrivée au pouvoir de Senghor et après l'emprisonnement de Mamadou DIA, l'instauration d'un régime fort qui va pendant plusieurs années inquiéter les arrières du PAIGC sur la frontière nord de la Guinée, et qui va soutenir un groupuscule droitier, le FLING. Au Sénégal ce sera aussi la répression contre le PAI, c'est-à-dire pour le PAIGC, la disparition, de fait, d'un point potentiel d'appui, au coeur de la néo-colonie. En Guinée Conakry, l'échec du premier plan va opérer une première réaction droitrière du régime Touréen. Certes cet épisode ne modifie guère l'attitude de Conakry vis à vis du PAIGC naissant; certes d'un point de vue quantitatif l'aide restera forte au fil des années. Mais du point de vue de la naissance d'une direction révolutionnaire en Guinée Bissau, la trajectoire politique du régime guinéen joue un rôle non négligeable, tant au niveau du rapport de forces régional que de l'influence politique directe sur les jeunes cadres du PAIGC. L'impasse du nationalisme guinéen ne peut bien sûr, à elle seule, bloquer un processus de radicalisation au sein du PAIGC; mais elle n'a pas permis, encore, en tant que contre-exemple, son dépassement théorisé, comme l'attestent les déclarations de Vasco Gabral sur le "Parti-Etat". En fait, le jeu complexe d'influences politiques s'instaure dont l'épilogue dépendra des capacités du PAIGC à théoriser son propre combat et à lui donner un contenu de classe.

Le MPLA est créé en décembre 1956 par la fusion de divers petits groupes urbains. Le 4 février 1961 éclate

la révolte de Luanda, suivie par une insurrection paysanne dans le Nord. Nous sommes en pleine crise congolaise. L'impérialisme américain s'acharne à faire du Congo la plaque tournante de la contre-révolution en Afrique centrale. La bourgeoisie américaine a toujours adopté une politique ambiguë vis à vis du nationalisme africain. Il lui fallait à la fois briser la révolution montante et exploiter la crise du colonialisme européen afin de gagner de nouveaux marchés, inaccessibles dans le cadre de l'économie coloniale. Pour ce faire, l'aide aux éléments les plus droitiers du nationalisme africain deviendra une pratique courante de la part de Washington, notamment à travers les syndicats affiliés à la CISL.

(1) Pour l'Angola, l'apparition du mouvement des "Populations du Nord" (UPNA) à dominante ethno-centriste est une aubaine. (Son apparition était, d'ailleurs, indépendante de l'action américaine). Crystallisation d'un mouvement nationaliste droitier, éventuel interlocuteur valable avec Lisbonne, possible "armée des frontières" et liens politico-ethniques (bakongo) avec le régime de Kinshasa, ne pouvait de toute manière se traduire que par une rencontre entre ce mouvement et la politique américaine, même si leurs rapports passent par des hauts et des bas. Pour le MPLA, la contre-révolution victorieuse au Congo se solde par son expulsion de Kinshasa et par la reconnaissance du GRAE (Gouvernement Révolutionnaire Angolais en Exil) à l'OUA (Organisation de l'Union Africaine). Cependant en 1963, les "trois glorieuses" de Brazzaville constituent une poussée révolutionnaire conjoncturelle que le MPLA va exploiter. Si le nouveau régime Masebat Debat au verbiage nationaliste accorde asile au MPLA après l'éviction de F. Youlou, ce n'est pas uniquement par conviction révolutionnaire d'une partie des protagonistes, mais aussi par réaction d'éléments droitiers (M. Debat) ou menaces d'un rassemblement bakongo sous la direction de Kinshasa (2). Sur cette base, le MPLA peut en 1964 ouvrir un front dans l'enclave de Cabinda. Il sort très affaibli de cette période, coincé entre la répression portugaise et le soutien de Kinshasa au FNLA basé sur la frontière nord. Les rapports entre le MPLA et le nationalisme congolais ne sont pas faciles à établir. Du lumumbisme à la Défense Civile de Brazzaville, il est probable que les cadres du MPLA ont eu largement l'occasion de tirer un bilan. Mais celui-ci, qui n'est pas explicite, a-t-il été prolongé jusqu'au régime N'Gouabi, à la lutte de Diawara et de la gauche du PCT ? La question est d'importance. Car, si l'influence politique du nationalisme congolais semble faible, il n'en reste pas moins que la situation politique sur la frontière nord de l'Angola joue un rôle décisif pour les perspectives militaires dans les régions économiquement développées. En mai 66 le MPLA sort de la crise en ouvrant un nouveau front sur la frontière zambienne. Là encore, le "socialisme" de Kaunda (3) n'influence guère les rangs du MPLA. Mais les jeux politiques au sein du MPLA peuvent rentrer en résonance avec ceux du régime de Lusaka. On a vu dernièrement la rencontre qu'il pouvait y avoir entre la tendance Chipenda et une fraction du régime Zambien. S'il n'y a pas d'influence idéologique directe, du moins y-a-t-il une intervention politique au travers des structures bureaucratiques de l'appareil organisationnel, notamment dans les Représentations extérieures.

Le FRELIMO (Front de Libération du Mozambique) se constitue pour sa part en 1962 par le regroupement du MANU, de l'UDENAMO et de l'UNAMI. Il rassemble aussi des petits groupes d'émigrés nationalistes en Tanzanie, en Zambie et au Malawi. Le mouvement nationaliste dans l'est africain est marqué avant tout par la personnalité de Nyerere et le FRELIMO reste faible. Constitué plus tard que le MPLA et que le PAIGC, le FRELIMO a été beaucoup moins confronté aux luttes précédant les indépendances. Il semble aussi que l'intégration plus importante du Mozambique au bloc aus-

tral, comparativement à l'Angola, ait plutôt polarisé les attentions et les relations militantes avec les mouvements de Rhodésie et d'Afrique du Sud. En définitive, il semble donc que le FRELIMO soit, des trois mouvements celui dont les premiers pas ont été les moins sensibles à la crise du nationalisme dans les pays environnants.

Cependant pour les trois mouvements la lutte s'amorce dans une situation de reflux généralisé à l'échelle continentale. Les premières années seront ainsi marquées par un profond isolement. ISOLEMENT QUI N'EST PAS SANS IMPORTANCE POUR COMPRENDRE LES DIFFICULTES DE CLARIFICATION POLITIQUE ET L'ABSENCE D'UNE REELLE THEORISATION DU PROCESSUS REVOLUTIONNAIRE.

## Les limites d'une évolution politique

Les trois mouvements se constituent au départ par le regroupement de jeunes nationalistes, membres de la petite-bourgeoisie urbaine. Ils ont été plus ou moins influencés par les luttes dans les colonies françaises ou britanniques. Ils ont, pour certains, découvert à travers le PC portugais l'existence du mouvement ouvrier occidental, en le percevant, malgré eux, à travers le prisme stalinien et social-chauvin. Hétérogènes, sans passé politique, ces jeunes directions se contentent dans un premier temps d'un corps de mots d'ordre réduits à la revendication d'indépendance. Le contenu de la lutte sa stratégie et ses perspectives historiques ne sont guère détaillés. Mais aujourd'hui disposons-nous d'une production écrite plus copieuse ? Certes nous connaissons "The Struggle for Mozambique" (La lutte pour le Mozambique) de Mondlane, ainsi que les écrits de Cabral, notamment entre 1961 et 1969 qui, pour leur part, sont déjà en rupture avec les analyses traditionnelles d'un Nkrumah ou d'un S. Touré. En fait, c'est surtout au détour d'une interview ou au cours d'un discours que l'observateur perçoit un progrès dans l'analyse, une évolution, une précision. La production théorique dont la fonction éducatrice et propagandiste est décisive pour s'adresser au mouvement anti-impérialiste mondial, est très faible de la part de ces directions. La comparaison avec la direction vietnamienne est révélatrice. D'un côté des militants dont la production importante d'analyses politiques révèle leurs liens historiques avec le mouvement ouvrier international; de l'autre des mouvements de libération, qui, constitués dans le cadre étouffant de la domination portugaise, ont mille difficultés à rompre avec l'empirisme, à découvrir l'instrument marxiste pour formuler une théorisation de leur combat. Encore faut-il ajouter ici que ces efforts peuvent être avortés s'ils se font avec le support stérilisant des concepts staliniens.

Cabral lui-même, reconnaît l'empirisme qui prévalut au début de la lutte (4). Dos Santos, de son côté reconnaît l'importance du pragmatisme et le poids de l'hétérogénéité. Dans une interview à The African Communist (N°55), il déclare notamment : "Ainsi, dès le début, en 1962, différentes idéologies se reflétaient dans la direction. Mais les tâches auxquelles nous étions confrontés à cette époque exigeaient que nous formions un collectif capable d'intégrer tous ceux qui étaient prêts à travailler ensemble afin de faire débarrasser les luttes. Ainsi, la nature de la réalité politique, sociale et économique telle qu'elle existait, exigeait une attitude pragmatique". (p. 47)

L'empirisme se révèle tout d'abord sur la question des formes de lutte en rapport avec l'analyse des formes

de domination coloniale. Confrontés à un adversaire qui, contrairement au colonialisme français et britannique, n'a pas les moyens politiques et économiques de transformer sa forme de domination à la fin des années 50, les mouvements de libération perçoivent la nécessité de la lutte armée au travers des expériences de mobilisations légalistes de masse et de la répression inouïe qui bloque toute possibilité de leur transcroissance en mouvement national pour l'indépendance. Ainsi Cabral à l'ONU (27ème session) : "Le massacre de Pidjiquiti, perpétré par les colonialistes portugais le 3 août 1959, contre des dockers de Bissau et les travailleurs des bateaux de transport fluvial en grève, avait été, aux dépens de 50 morts et de plus d'une centaine de grévistes blessés, une douloureuse leçon pour notre peuple. Nous avons appris que, contre les colonialistes portugais, il n'était pas question de choisir entre la lutte pacifique et la lutte armée... Nous décidons alors de... suspendre toutes les actions revendicatives en ville et de nous préparer à la lutte armée." Au Mozambique en 1956 et 1962 ont lieu à Lorenzo Marques des manifestations anti-portugaises sauvagement réprimées. En 1960 à Mueda et en 1962 dans les plantations de canne de Xinavane, les revendications paysannes se soldent par des centaines de morts. C'est par de tels événements ainsi que par l'exemple de la Guinée en lutte depuis plusieurs années que le FRELIMO tait peu à peu sa revendication de "négociations" pour préparer la lutte armée qui sera proclamée le 25 septembre 1964.

Empirisme aussi pour gagner les sympathies d'un village au coeur de la brousse; empirisme pour résoudre les conflits entre deux groupes ethniques parmi lesquels il faut s'implanter; empirisme encore pour structurer la guérilla. Nulle part ailleurs en Afrique de telles questions ne s'étaient posées jusqu'alors. Les réponses apportées, même partielles, constituent un apport fondamental pour les développements ultérieurs de la Révolution africaine. (5)

## La question ethnique

Mais certaines questions ne se situent pas seulement dans le domaine subjectif. Au contraire la question ethnique, par exemple, a des fondements historiques, économiques et sociaux que la bonne volonté pragmatique ne suffit pas à résoudre. Certes, le PAIGC, intervenant dans un cadre géographique restreint, a ou, au travers d'une lente préparation et d'une approche différente des groupes ethniques, modeler une conscience nationale. Le FRELIMO, de son côté, a connu des épreuves sur ce terrain, notamment avec le groupe Makonde au nord. Mais c'est au MPLA qu'échoient les plus mauvaises conditions en la matière... La situation géographique de l'Angola, son histoire écartelée entre le pool congolais et l'Ovamboland rendent les conditions d'une "conscience nationale dans la lutte" très difficiles. Le groupe bakongo au nord, dont la cohésion et la "légitimité" proviennent de l'ancien royaume du Congo, est aujourd'hui partagé entre les frontières du Congo, du Zaïre et de l'Angola (6). C'est ainsi qu'en 1954 se crée à Léopoldville l'union des peuples du nord de l'Angola (UPNA) sur la base du nationalisme bakongo. Les leaders en sont Barros Nekaka et Holden Roberto. En 1957 ce dernier avait écrit à l'ONU pour réclamer la reconstitution du royaume du Congo. Plus tard, l'UPNA, devenue UPA, soutiendra, y compris militairement, la fraction tchombiste du Congo. Aujourd'hui, devenue une véritable armée des frontières sous l'aile protectrice de Mobutu, cette fraction droite du nationalisme peut jouer un rôle d'interlocuteur privilégié. L'accord entre le MPLA et le FNLA-UPA

Rencontre entre Soares (PS portugais -- Ministre des affaires étrangères) et Samora Machel, dirigeant du FRELIMO, à Lusaka sous l'oeil "bienveillant" du président de Zambie, Kaunda.



signé en 1972 représentait certes un intérêt tactique pour le MPLA afin de débloquer la situation de son front N°1 dans le nord. Mais au-delà de ses conséquences conjoncturelles l'accord représenta une reconnaissance de fait du FNLA comme co-représentant de la lutte. Le FNLA fut aussitôt réintégré dans le soutien public de l'OUA. Il est reconnu aujourd'hui par Pékin, Sofia. (6) Les conséquences mystificatrices de l'accord furent telles que le MPLA dû publier un communiqué dans lequel il signalait à la presse internationale : "Le MPLA maintient toutes ses structures aussi bien que le FNLA. Comme c'est clair, les actuelles conversations n'autorisent à personnes de se référer au MPLA comme s'il n'existait pas." Dans "Afrique en Lutte" de mars 1973 nous écrivions : "conséquences des projets tactiques du MPLA et contradictoirement des espoirs de l'impérialisme, l'accord réalisé sous la tutelle de N'Gouabi, Mobutu, Nyerere, Kaunda n'est pas exempt de contradictions. Il faut se féliciter pour les nouvelles perspectives militaires qu'il offre au MPLA. Mais il faut encore d'interroger sur la manière dont les différentes composantes du MPLA vont envisager l'application des clauses." Effectivement quelques mois après la tendance Chipenda expliquait que cet événement constituait un accord des peuples du nord contre les peuples du sud, dont, bien sûr, elle se dit la représentante.

L'existence de groupes ethniques, à cheval sur les frontières, favorise les moyens de pression et d'intervention des régimes néo-coloniaux qui ont le contrôle d'une partie de cette population. Une fraction régionaliste, au gouvernement ou pas, peut alors se lier d'intérêt avec des leaders locaux du mouvement de libération. Ce fut le cas dans l'affaire Chipenda avec une fraction du gouvernement zambien. Une telle situation est d'autant plus favorisée que le mouvement de libération n'est pas muni d'une direction homogène, qu'il connaît une certaine bureaucratisation sur la base d'un "villayisme". Des trois mouvements, le MPLA est certainement le plus vulnérable sur ces questions. Chipenda était responsable de la logistique. Il a été dénoncé comme traître, ce qui mériterait tout de même une explication politique. Non seulement celle-ci n'est jamais arrivée, mais il semble bien qu'un compromis soit intervenu entre le "traître" et le reste de la direction. Un tel fonctionnement, une telle hétérogénéité, ne peuvent pas ne pas avoir de conséquences sur la ligne politique générale. La situation en Angola permet toutes les manoeuvres possibles de la part de l'impérialisme pour minoriser les tendances les plus radicales. Il est donc particulièrement

## «La décolonisation sera un processus de longue durée.....»

### SPINOLA

rement inquiétant de lire la déclaration de A. Neto à Dar Es Salam le 12 mai 1974, dans laquelle il se félicite des progrès réalisés par le FNLA et il exprime l'espoir que le MPLA et le FNLA coopéreraient en vue d'extirper d'Afrique le colonialisme portugais. Un tel compromis se fera sur quel programme et dans quel but ?

A propos de la question régionale et ethnique, le FRELIMO a dû, lui aussi, prendre position. Dos Santos dans l'interview à The African Communist, déclare : "Au niveau de l'économie régionale de subsistance, au niveau d'une économie basée principalement sur l'agriculture à son niveau le plus élémentaire, il est difficile pour des gens d'avoir des rapports dans un sens vraiment national, dans le sens d'un partage égal de la même économie et tous les liens sociaux que cela créé. Je dirais donc que le développement économique national est une partie essentielle du processus continu de construction d'une nation. Bien sûr une nation est le produit de l'histoire, et sa formation passe par différentes phases. Dans ce sens le travail de réalisation finale d'une nation continuera encore après l'indépendance, bien que les éléments fondamentaux de la nation existent déjà et vont se développer ultérieurement au Mozambique." (p. 42)

La lutte armée et la volonté d'unification nationale dans le combat contre l'opresseur portugais ont été deux facteurs permettant une rupture décisive avec les éléments capitulards ethnocentristes qui dans la veine du nationalisme des colonies françaises et britanniques optent pour une politique de pression diplomatique et de guerre des frontières. Ce n'est pas un hasard si le FLING pour la Guinée a été soutenu pendant plusieurs années par le régime Senghor. Pas plus étonnant le soutien de Mobutu pour le FNLA. Cette rupture ne peut cependant être absolue du fait de l'hétérogénéité des mouvements, particulièrement du MPLA. C'est pourquoi nous ne saurions sous-estimer les risques de déviations induits par des compromis entre différentes tendances. Dans le contexte africain ces risques subsistent tant que la rupture définitive avec l'idéologie nationaliste n'est pas accomplie.

Certes des mouvements autonomes se sont créés dès le début cristallisant sans ambiguïté les secteurs les plus droitiers du nationalisme. Le FLING et le FNLA en sont les meilleurs exemples. Mais l'histoire n'a pas toujours été si simple. En Angola des "passages" se sont faits entre le MPLA et FNLA bien après le déclenchement de la lutte. C'est aussi une session du FNLA dirigée par Savimbi qui créera l'UNITA. Au Mozambique où le FRELIMO était, déjà au départ, un rassemblement de groupes divers, l'"épuration" s'est faite dans le cours même de la lutte. Ce fut le cas des deux principaux départs : celui de Lazare Kavandamé et celui de Uria Simango.

Samora Machel (dirigeant du FRELIMO) explique ainsi ces événements : " La contradiction essentielle concernait la ligne générale : d'un côté une position purement nationaliste qui réduisait la libération à un seul de ses aspects , chasser les portugais; de l'autre, une position largement majoritaire, qui liait le mouvement de libération à celui de transformation des structures coloniales autochtones et tribales". Les deux exclus visaient en définitive la stabilisation de fiefs où pouvait s'exercer leur pouvoir dans le cadre des structures traditionnelles. S. MACHEL continue ainsi : "Mais c'est quand les vastes territoires du Mozambique ont été libérés et que se posa le problème de savoir comment les organiser pour en faire des éléments moteurs de développement de la lutte de libération que la contradiction a éclaté au grand jour... Si l'on combat pour chasser les portugais et qu'ensuite on met à leur place des africains qui utilisent le même système économique que les portugais, donc qui exploitaient les autres africains, alors la lutte s'enlise. Mais si, après avoir chassé les portugais, on fait en sorte que la lutte du peuple devienne permanente... " (interview à Rinascita -- hebdomadaire du Parti Communiste Italien -- 9-7-71).

C'est donc des Simango, des Kavandamé qu'il faudrait aujourd'hui à Spinola pour réussir son opération.

Une rupture décisive s'est donc opérée avec les traditions du nationalisme réformiste qui sévissaient majoritairement dans les mouvements d'émancipation des colonies françaises et britanniques.

Avant la nouvelle situation au Portugal et les propositions du gouvernement d'Union nationale, une capitulation immédiate sous l'effet de la séduction néo-coloniale est donc improbable. Il y a certes au sein du MPLA des tendances authentiquement droitistes qui pourraient trouver des points d'appui à l'extérieur du mouvement. Mais globalement la dynamique engendrée par les spécificités du colonialisme portugais et les années de lutte ont, sans conteste, séparé ce NATIONALISME REVOLUTIONNAIRE de ce marais droitier et réformiste.

Mais si le néo-colonialisme ne vient pas d'une capitulation brutale sous l'effet du coup d'Etat militaire il reste qu'il peut être fécondé par le mythe de l'Etat national et démocratique. Sur la question de la finalité sociale de la lutte les mouvements de libération adoptent une position floue et volontairement imprécise. Certes, l'absence de théorisation du processus révolutionnaire explique cette insuffisance. Mais cela ne suffit pas à rendre compte d'un tel "refus" à préciser les objectifs historiques. Cette attitude a pour cause principale l'hétérogénéité des directions. Certes, chacun refuse catégoriquement le "néo-colonialisme" tel qu'un Senghor ou un Mobutu s'en font les représentants. Mais il ne faut pas oublier que de Sékou Touré aux marxistes révolutionnaires, il existe en Afrique un "choix" "impressionnant" d'"anti-colonialistes" !

C'est donc sur cette question qu'il faut débattre avec les camarades du PAIGC, du MPLA et du FRELIMO.

Pour l'Angola et le Mozambique une première remarque s'impose alors que se précise l'horizon des négociations. Les zones de guérilla, notamment en Angola ont très peu mordu sur les régions économiquement riches. Dans ces régions les investissements impérialistes sont particulièrement importants et impliquent d'ores et déjà pour la bourgeoisie portugaise un siège de seconde catégorie dans un cadre néo-colonial ouvert à toutes les fractions impérialistes. La première carte que va tenter de jouer la bourgeoisie portugaise sera

de mettre à la table de négociations des groupes représentant des secteurs de la petite-bourgeoisie urbaine métisse, africaine et des secteurs démocratiques de la population portugaise. Ainsi apparaissent soudain le Mouvement Démocratique de Guinée ou même le GUMO multiracial du Mozambique. Ajoutons à cela le FLING dont la presse internationale se met à reparler copieusement alors que tout le monde s'accordait à en signaler la disparition il y a quelques semaines. Il s'agira donc de minoriser les mouvements de libération au nom d'une représentativité nationale, autour de la table de négociation. Une réponse urgente s'impose donc de leur part sur l'avenir des capitaux de KRUPP et des mines de BENGUELA où encore ceux de la GULF OIL et autres compagnies pétrolières, etc. Si les négociations devaient aboutir à un gel de la situation actuelle n'attribuant au MPLA et au FRELIMO qu'une autorité partielle il serait impossible de contrecarrer les tendances néo-colonialistes soutenues par une économie largement dépendante des investissements impérialistes. Il n'y a donc pas d'autres solutions dans le cas du Mozambique et de l'Angola que la poursuite des combats afin de prendre pied solidement dans les régions économiquement développées. Or chacun sait qu'une telle situation entraînerait aussitôt une épreuve de force entre le gouvernement portugais et les ultras. Attentistes

aujourd'hui, ils ne tarderaient pas à devenir hégémoniques parmi une population blanche dont le vœu le plus cher est de rester. (Le parti FICO vient de se créer au Mozambique, FICO signifie "Je reste"). Une situation à la rhodésienne est une constante dans les débats au sein du colonat blanc. Au Mozambique une telle tendance s'appuie sur des secteurs économiques non négligeables : le groupe de Champalimaud, industriel, et de Jardim.

La terreur des réformistes du PS et du PC est donc ce risque de rupture qui par la crise meurtrière qu'elle engendrerait en Afrique australe compromettrait définitivement leur gouvernement d'Union nationale. Il est donc évident que ces partis vont multiplier les pressions pour que le FRELIMO et le MPLA acceptent le compromis que nous analysions plus haut. A. Almeida Sandos, représentant des démocrates blancs au Mozambique et proche du PS vient d'être nommé Ministre de la coordination inter-territoriale. Il déclarait voilà quelques jours : " Le dialogue avec le FRELIMO devrait être aisé pour nous... Mais nous devons faire vite parce que tous les africains ayant un minimum de conscience politique sont ou seront du FRELIMO!"

(à suivre)

C. Gabriel

- (1) Nixon déclarait en 1957 : "Les futurs intérêts des Etats-Unis en Afrique sont si vastes qu'ils nous donnent le droit de ne pas hésiter même à aider le départ des puissances coloniales en Afrique".
- (2) Fulbert Youlou était un Lari, c'est-à-dire un groupe apparenté Bakongo. Au sein du régime Masebat Débat une aile favorisa réellement, pour des raisons internationalistes, le soutien et l'aide au MPLA. Mais la direction, notamment M. Débat, s'avéra très rapidement être une nouvelle fraction régionaliste et tribaliste. La répression ne tarda pas à s'abattre sur les éléments les plus radicalisés qui avaient cru trouver la clé de la " Révolution démocratique et nationale".
- (3) Comme Senghor et d'autres, Kaunda développa la phraséologie du "socialisme africain" dont l'essence et les objectifs sont bien évidemment réactionnaires.
- (4) Cabral ne semble pas penser que cet empirisme se prolonge au-delà de la période de stabilisation de la lutte armée.
- (5) Des risques de déviation militaristes se font jour

au sein du PAIGC en 1964, avec l'apparition de petits potentats locaux. Le congrès réglera cette question en épurant certaines directions militaires et en redéfinissant les rapports entre le politique et le militaire. A nouveau le PAIGC résolvait un problème à chaud !

- (6) Dans les deux pays apparaissent régulièrement des appels à la réunification du peuple Kongo, à l'initiative de politiciens véreux qui cherchent par là une assise régionale. Rappelons que durant la crise congolaise Kasavubu, un des hommes de paille, fondait sa crédibilité sur sa "représentativité" des kongos majoritaires dans le pool.
- (6') Le 1er juin 1974, 112 instructeurs chinois sont arrivés à Kinshasa pour le FNLA suite à une clause de l'accord... sino-zaïrois !
- (7) En Guinée, chez les Balantes, la terre est la propriété du village, les instruments de production appartiennent à la famille où à l'individu. Toujours en Guinée, les Foulas connaissent aussi la propriété collective de la terre mais doivent une certaine quantité de travail à la chefferie. Seuls dans ce pays les Mandjaks connaissaient à l'arrivée des portugais une société de type féodale induite par l'islamisation.

## Marché Commun

# LE MARCHÉ COMMUN EN CRISE

Le Marché Commun traverse une fois de plus une crise grave, sans doute la plus grave depuis sa création. Elle se manifeste par l'échec du " flottement commun " des monnaies des neuf pays membres de la CEE, par la décision du gouvernement britannique de renégocier les conditions d'adhésion de la Grande-Bretagne, par la suspension de la liberté d'importer des produits en provenance du Marché Commun en Italie et au Danemark. Elle s'est exprimée de la manière la plus dramatique par l'incapacité dans laquelle se sont trouvés les gouvernements des pays membres du Marché Commun d'élaborer une position commune face à la "crise du pétrole", et de négocier de commun accord avec les pays exportateurs de pétrole.

## La nature réelle du marché commun

Pour comprendre les origines de cette crise, il faut avant tout saisir la nature réelle du Marché Commun. Il constitue un phénomène transitoire et hybride d'intégration économique internationale entre neuf pays impérialistes (à l'origine, six pays). Ceux-ci ont décidé de tolérer dans leurs frontières une circulation illimitée des marchandises et des capitaux. Mais ils n'ont pas créé un Etat bourgeois commun, ni un gouvernement commun, ni une monnaie commune.

Les institutions dont ils ont doté le Marché Commun sont des institutions pseudo-étatiques, coiffées d'une "commission" qui n'a qu'un pouvoir consultatif, sauf dans des domaines strictement limités à la circulation des marchandises et des capitaux. Le véritable pouvoir au sein du Marché Commun reste dans les mains du "conseil des ministres", sans que celui-ci puisse imposer en pratique des décisions à un quelconque gouvernement qui ne désirerait pas les appliquer.

La nature transitoire et hybride du Marché Commun correspond à la nature transitoire et hybride du phénomène économique qu'il est sensé exprimer sur le plan politique institutionnel : l'internationalisation progressive de la propriété du grand capital. Nous assistons manifestement, depuis vingt ans, à une interpénétration européenne des capitaux, qui prend graduellement de plus en plus d'ampleur. Des groupes industriels (Dunlop-Pirelli, Agfa-Gevaert) sont nés, dont la propriété n'est plus celle d'une bourgeoisie "nationale", mais se répartit entre des bourgeois de diverses nationalités européennes, sans qu'une quelconque fraction "nationale" y joue un rôle hégémonique.

Mais si cette interpénétration européenne des capitaux est incontestablement en cours, elles est loin d'avoir atteint un point de non-retour. Dans certains cas (Fiat-Citroën dans l'industrie automobile par exemple), elle a échoué. Ce nouveau super-trust européen a été dissous. Dans d'autres cas elle a pris la forme d'une absorption de firmes par un seul capital "national" hégémonique par ex. : l'absorption de la firme française de produits pharmaceutiques Roussel-Uclaf par le trust allemand Hoechst Farben). Dans la plupart des branches industrielles, des trusts monopolistiques "nationaux" continuent à agir par la voie de la coopération internationale entre firmes européennes (électronique, construction électrique, etc.) plutôt que par celle d'une véritable fusion d'intérêts.

L'internationalisation des capitaux au sein du Marché Commun a donc commencé par dépasser le stade des trusts monopolistiques "nationaux". Les firmes multinationales, américaines, européennes et japonaises, ont acquis une puissance incontestable. Mais l'internationalisation des capitaux n'a pas encore atteint le point où les groupes capitalistes axés sur l'Etat bourgeois "national" ont perdu toute influence et toute capacité de réussir. La lutte entre les groupes qui réclament un Etat bourgeois à l'échelle européenne, et les groupes qui s'accrochent à l'Etat bourgeois national, n'est pas encore décidée. Voilà l'indispensable arrière-fond pour comprendre la crise actuelle du Marché Commun.

Nous avons toujours prédit que les contradictions fondamentales du Marché Commun - institution supranationale sans véritable pouvoir étatique, à une époque où l'Etat est devenu un instrument indispensable non seulement pour le maintien du pouvoir politique et social du capital, mais encore à sa mise en valeur et à sa reproduction élargie - allaient éclater au moment d'une récession économique généralisée en Europe capitaliste. C'est

précisément au moment d'une récession économique sérieuse que l'intervention de l'Etat bourgeois dans la vie économique devient décisive pour sauver le régime.

Le grand capital de chacun des pays membres du Marché Commun est dès lors confronté avec une alternative précise : ou bien créer un véritable super-Etat européen, capable d'une politique anti-crise à l'échelle internationale; ou bien s'en remettre à une politique anti-crise à l'échelle nationale. Dans les deux cas le marché commun est dépassé.

Dans le premier cas il est remplacé par un Etat capitaliste fédéral à l'échelle de tous les pays capitalistes prêts à faire ce saut, avec une monnaie commune, un gouvernement, une politique commune des travaux publics et de l'emploi, un budget commun et une fiscalité commune. Dans le second cas, il se désagrège sous les coups d'un retour massif au protectionnisme de la part de tous (ou de la plupart) des Etats bourgeois "nationaux" en Europe occidentale.

Il est évident que des trusts multinationaux européens réclament, en cas de récession économique sérieuse, un super-Etat à l'échelle européenne, pour la simple raison que c'est seulement à cette échelle que leurs intérêts de "lutte contre la récession" peuvent être efficacement servis. Cela s'applique d'ailleurs à des trusts qui se sont déjà internationalisés du point de vue de la propriété du capital, comme à ceux qui sont encore contrôlés par la bourgeoisie d'une seule nation, mais dont le rayon d'action dépasse déjà une base "nationale" par trop étroite, même au niveau de la production. Le trust électronique PHILIPS, pour prendre cet exemple, ne pourrait être protégé contre les effets d'une crise économique grave par des mesures prises par le seul gouvernement des Pays-Bas, ou sur le seul territoire de ce pays. Une politique "anti-récession" efficace serait pour lui une politique anti-récession au moins dans les neuf pays du Marché Commun pris dans leur ensemble.

Il est cependant tout aussi évident qu'en l'absence d'un véritable gouvernement, et d'un véritable pouvoir d'Etat, à l'échelle des neuf pays membres du Marché Commun (ou de la plupart d'entre eux), plus une récession économique est sévère, plus la bourgeoisie de chaque pays séparé se trouve dans l'obligation d'agir contre la récession sur le plan purement national. Le véritable choix avec lequel elle se trouverait confrontée serait, en effet celui entre l'action "nationale" et l'inaction, c'est-à-dire pas d'action du tout. Il est impensable qu'une quelconque bourgeoisie "nationale" assiste passive à l'aggravation d'une récession économique et à la montée du chômage, vu les rapports de force qui existent aujourd'hui entre le Capital et le Travail en Europe occidentale. La passivité serait dans ces conditions synonyme de provocation d'une crise sociale et révolutionnaire d'une gravité sans précédent pour la survie du régime capitaliste.

C'est pourquoi notre pronostic a toujours été que le Marché Commun ne résisterait pas à l'épreuve d'une récession économique grave, s'il ne réussissait pas sa transcendance vers la création d'un véritable gouvernement européen à cette occasion.

## La crise du marché commun est le produit de la récession

Les événements des six derniers mois confirment la justesse de cette analyse.

Une récession économique se précise actuellement

dans la plupart des pays impérialistes. Elle est sérieuse aux Etats-Unis ( chute du produit national brut de -% dans l'espace de cinq mois), elle a commencé en Grande-Bretagne, en Italie, au Japon. L'Allemagne occidentale chavire au bord de la récession. La France est le seul des grands pays impérialistes qui n'est pas encore touché.

Le chômage est en augmentation dans tous les pays impérialistes. Il est probable que pendant l'hiver 1974/75, le précédent "record" d'après-guerre du chômage dans les pays impérialistes, qui est celui de l'hiver 1970 avec 10 million de chômeurs, sera largement dépassé. On s'approchera vraisemblablement de 15 millions de chômeurs pour l'ensemble de ces pays.

Dans ces conditions, vu l'absence d'un véritable gouvernement avec pouvoir étatique réel et contraignant à l'échelle du Marché Commun, il était inévitable que la bourgeoisie se replie vers des mesures anti-récession à l'échelle nationale, c'est-à-dire vers des mesures protectionnistes. C'est ce qui s'est produit de manière spectaculaire en Italie et au Danemark. Les gouvernements de ces pays ont imposé des limitations de fait non seulement aux importations en général, mais encore aux importations provenant des autres pays membres du Marché Commun.

On affirme quelquefois que toute cette crise serait "exceptionnelle". Elle ne représenterait qu'un "accident de parcours" provoqué par la seule "crise du pétrole" qui aurait entraîné d'importants déficits de la balance des paiements dans plusieurs pays impérialistes européens ( surtout la Grande-Bretagne, l'Italie et la France).

L'argumentation est incomplète et spéieuse. En effet, le déficit de la balance des paiements de certains pays de la CEE est presque complètement "compensé" par un surplus non moins spectaculaire de la balance des paiements de l'Allemagne occidentale. Les pays du Benelux jouissent (encore) également d'un surplus non sans importance. La véritable nature de la "crise des balances des paiements" éclate dès lors sous une lumière bien particulière.

Les gouvernements italien, danois, britannique sont obligés de prendre des mesures protectionnistes en fonction du refus des pays à large surplus de mettre en commun, en tout ou en partie, les réserves de change de tous les pays membres du Marché Commun. Une telle "mise en commun" des réserves de change est évidemment impensable sans une monnaie commune, une politique économique, monétaire et fiscale commune, une politique commune de l'emploi, c'est-à-dire sans un gouvernement commun et sans un "super-Etat" commun.

### **Le grand capital ouest allemand des choix douloureux**

La nature du dilemme avec lequel le grand capital européen est confronté est particulièrement frappante pour le pays le plus stable et le plus prospère du monde impérialiste d'aujourd'hui, l'impérialisme ouest-allemand.

De toutes les grandes puissances impérialistes, ce pays connaît le taux d'inflation le plus bas, l'expansion la plus rapide de ses exportations, le surplus de la balance des paiements le plus important, le taux de chômage le plus bas ( bien qu'en sérieuse augmenta-

tion par rapport à la situation des années 1970-72). Lorsque Helmut Schmidt a succédé à Willy Brandt comme chancelier social-démocrate, la plupart des observateurs ont mis l'accent sur la vocation "atlantique" du nouveau chef de gouvernement, à l'opposé de l'inclination "européenne" de son prédécesseur. Quelques semaines ont suffi pour qu'à l'occasion de la rencontre Schmidt-Giscard d'Estaing à Paris ce diagnostic apparaisse comme nettement dépassé.

Le grand capital allemand se trouve en effet placé entre deux maux dont il est difficile de déterminer lequel est majeur et lequel est moindre. S'il opte en faveur d'une "relance du Marché Commun", cela veut dire qu'il éponge en fait les déficits des balances des paiements et les résultats de l'inflation accélérée chez trois de ses partenaires majeurs : la France, l'Italie et la Grande-Bretagne. Le salut et la consolidation du Marché Commun est donc au prix de la réalisation du vieux slogan de la bourgeoisie française de l'époque de Poincaré et de Clémenceau : " Le boche paiera", même si cette fois-ci, il n'y a aucune force militaire ou politique qui puisse appuyer cette revendication.



Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt

Si Helmut Schmidt refuse cependant de payer la note comme il l'avait proclamé à la cantonnade lors de son investiture comme chancelier, alors les conséquences n'en seront pas moins désastreuses pour Bonn. Les mesures protectionnistes risquent alors de s'étendre de l'Italie et du Danemark à la France, la Grande-Bretagne, voire à d'autres pays encore. L'effet cumulatif de ces mesures et des mesures de rétorsion qu'elles provoqueraient, porterait un coup décisif au pilier unique de la "prospérité" du capitalisme ouest-allemand : l'essor des exportations ( sur le marché intérieur, les ventes à la consommation sont déjà en repli caractérisé).

Les partenaires de la RFA réussiraient donc à coup sûr à "exporter" la récession en Allemagne occidentale, si celle-ci n'exporte pas ses réserves de change vers ses voisins. La récession crée une crise sociale grave, la pression pour qu'on l'absorbe en ouvrant largement le robinet de l'inflation du crédit deviendrait irrésistible. Mais l'inflation pour résorber la crise, c'est le déficit de la balance des paiements et la disparition des réserves de change. On voit le dilemme.

### **Le rôle de l'état dans la concurrence inter-impérialiste**

On a quelquefois reproché à cette analyse qu'elle faisait des concessions au mirage kautskyste de l' "ultra-impérialisme". Puisque nous affirmons que plusieurs

puissances impérialistes européennes pourraient fusionner pacifiquement", sans qu'en réalité l'une d'entre elles absorbent par la force les autres, comme l'impérialisme allemand a essayé de le faire pendant la première et la seconde guerre mondiale, et les impérialismes français et britannique au lendemain des deux guerres, ne postulerions-nous pas la possibilité d'une transcroissance pacifique des contradictions inter-impérialistes, au lieu de leur exacerbation ? N'est-ce pas là la caractéristique principale de la théorie de Kautsky, contre laquelle Lénine s'acharne à la fin de son ouvrage sur l'impérialisme ?

En réalité nos adversaires font preuve ici d'un schématisme formaliste et vide de la pensée, qui frôle le sophisme et se situe à mille lieux d'une appréhension dialectique de la réalité objective. Ce que Lénine oppose à Kautsky, c'est la thèse d'une aggravation et non d'une atténuation des contradictions inter-impérialistes prises dans leur ensemble, mais pas l'aggravation des contradictions entre chacune des puissances impérialistes individuelles. Nous croyons que la thèse de Lénine reste absolument correcte et conforme aux événements. Les contradictions inter-impérialistes s'aggravent au lieu de s'atténuer, ce qui s'inscrit en faux, soit dit en passant, non seulement contre la théorie de l'ultra-impérialisme, mais encore contre la théorie du super-impérialisme nord américain, qui écraserait de son poids tous ses concurrents réduits à l'état de satellites purs et simples.

Lénine n'a jamais avancé la thèse selon laquelle la concurrence inter-impérialiste devrait nécessairement jouer entre un nombre à tout jamais égal de puissances impérialistes. De sa vie même, il a assisté à la disparition de deux grandes puissances impérialistes, la Russie tsariste renversée par la révolution d'octobre, et l'Autriche-Hongrie démantelée par la défaite de 1918. Affirmer qu'une fusion entre un certain nombre de puissances impérialistes est impossible "vu l'aggravation de la concurrence inter-impérialiste", c'est perdre de vue que cette fusion peut, précisément, être provoquée par cette aggravation elle-même.

Prenons l'exemple récent de la "crise du pétrole". Elle a provoqué une ruée générale vers les sources non seulement du pétrole et de l'uranium, mais de toutes les matières premières dites rares, de la part de tous les grands trusts du monde. La manière dont les gouvernements des différents pays impérialistes ont manœuvré et manœuvrent encore pour faciliter la tâche à "leurs" trusts, confirme une fois de plus de manière admirable la justesse de la théorie de Lénine de l'impérialisme et de l'Etat. Mais il est évident que plus un Etat est politiquement, militairement et financièrement puissant, plus il peut faciliter cet accès de "ses" trusts aux sources de matières premières. Or, il se fait que si l'Etat ouest-allemand est financièrement puissant, et si les Etats français, britannique et italien le sont moyennement, ils sont, pris séparément, faibles politiquement et quasi inexistantes militairement. L'Etat japonais, aussi très faible militairement, compense au moins partiellement cette faiblesse par une grande concentration de puissance politique, et une capacité de manœuvre et de décision rapides qui en découle.

Le résultat ne s'est pas fait attendre. Dans la ruée vers les matières premières rares, d'octobre 1973 à avril 1974, les trusts américains et japonais ont marqué d'importants points aux dépens des trusts européens. Le résultat premier de la "crise du pétrole" a été une modification des rapports de force compétitifs en faveur des trusts américains et japonais, aux dépens des trusts européens.

On comprend dès lors la portée véritable de la discussion théorique. Le "révisionnisme" n'est pas dans notre camp mais bien dans celui de ceux qui s'opposent à notre thèse en matière d'interpénétration européenne des capitaux. Car ce qu'ils sous-entendent en réalité, c'est l'incapacité (ou pire encore : l'absence de volonté) des grands trusts européens à défendre leurs intérêts dans la lutte de concurrence inter-impérialiste, à l'aide d'instruments étatiques à la mesure de cette lutte. Et qu'est-ce que cette théorie implique sinon un alignement de ces trusts sur les intérêts américains, c'est-à-dire la thèse de l'ultra-impérialisme (ou de sa variante "super-impérialiste") ?

Par contre ce que nous affirmons, c'est que les contradictions ou conflits inter-impérialistes s'aggravent et s'exacerbent entre les trusts américains, japonais et européens. C'est pour cette raison qu'il y a tendance à long terme à l'inter-pénétration européenne des capitaux, et à la création d'un super-Etat impérialiste en Europe. Ce sont là des armes indispensables pour les trusts européens pour conserver des chances de succès dans cette lutte de concurrence exacerbée.

En suivant ce raisonnement, nous ne sacrifions nullement au mythe de la "territorialité". Ce sont ceux qui polémiquent avec nous qui opèrent au contraire avec l'abstraction des "trusts établis sur le territoire de la France, de la RFA etc.", en oubliant qu'entre les trusts américains et les trusts européens, des contradictions d'intérêts irréconciliables se présentent et que l'Etat bourgeois ne peut ni être neutre ni un "arbitre au-dessus de la mêlée" dans ces conflits-là.

Ou bien il défend avec tant soit peu d'efficacité les intérêts des trusts européens (c'est-à-dire PHILIPS, SIEMENS, I. C. I., HOECHST BAYER, PECHINEY, SAINT-GOBAIN, FIAT, ROYAL-DUTCH, B. P., THYSSEN, DAIMLER BENZ, etc., ainsi que les capitaux financiers qui les sous-tendent), et alors la question se pose de quel instrument étatique peut être l'arme la plus efficace dans cette concurrence inter-impérialiste aggravée.

Ou bien on conteste que ces groupes, soit désirent, soit sont capables de se doter d'un Etat pour les défendre contre l'impérialisme US (les arguments dans ce sens sont d'ailleurs d'une faiblesse extrême, et ne s'appuient sur aucune preuve empiriquement démontrable), et alors on en revient, qu'on le veuille ou non, à la thèse de l'ultra-impérialisme kautskyien, ce qui est "commun" entre tous les trusts prenant le pas sur ce qui les oppose...

### L'interpénétration européenne des capitaux se poursuit

Pour juger de l'avenir du Marché Commun, il convient donc de se défaire de tout impressionnisme superficiel et de courte vue. Il faut saisir les tendances à long terme, tant sur le plan économique et social que sur le plan politique, ainsi que les contradictions qu'elles contiennent. Pas plus qu'il ne fut juste d'affirmer hier, à la légère, que l'intégration économique de l'Europe capitaliste était devenue "irréversible", il ne faut pencher aujourd'hui hâtivement vers la conclusion inverse que le Marché Commun est en train de se décomposer ou qu'il est déjà décédé.

Malgré l'échec du mariage FIAT-Citroën ( qui pose d'ailleurs la question d'une fusion Citroën-Renault ou Citroën-Ford; car le plus faible des trusts européens de l'automobile ne semble pas capable de traverser de manière autonome la crise actuelle de l'industrie auto-

mobile internationale); malgré la crise des institutions de la C. E. E., l'interpénétration européenne des capitaux se poursuit. Devant la passivité des gouvernements bourgeois et le désarroi des institutions "communautaires", le grand capital financier européen, lui, ne cesse d'agir. Et ses actions vont pratiquement toutes dans le sens d'une interpénétration européenne de plus en plus poussée des capitaux.

La "crise de l'énergie" a ainsi fait surgir une nouvelle société financière européenne, à côté des nombreux groupes financiers-bancaires communs créés au cours de la dernière décennie. La Banque de Paris et des Pays-Bas, la Société Générale, la Schweizerische Kreditanstalt, la Midland Bank, la Amsterdamer-Rotterdam-Bank, la Société Générale de Banque (Belgique) ont créé la Finerg, qui a pour but de faciliter le financement de grands projets d'investissements dans le domaine de l'énergie : création de centrales nucléaires; forages de pétrole dans la mer du Nord; recherches de nouvelles sources d'énergie, etc.

Il s'agit d'un projet qui confirme, une fois de plus, la logique économique à long terme qui préside à l'interpénétration européenne des capitaux : l'impuissance croissante des trusts "nationaux", même les plus forts, à trouver les capitaux et les assises matérielles pour entamer quelques-uns des projets technologiques d'avant-garde, sans la réalisation desquels la course de concurrence avec l'impérialisme US et l'impérialisme japonais sera irrévocablement perdue.

Dans les négociations avec les pays semi-coloniaux, comme dans celles avec les Etats ouvriers bureaucratés, les grands trusts monopolistiques européens réclament à grands cris un appui gouvernemental "européen" qui soit de taille à leur faire décrocher des morceaux de choix. Si la diplomatie américaine a décroché pour les Rockefeller et Cie une rentrée spectaculaire sur le marché égyptien, la diplomatie européenne, quant à elle, a marqué des points incontestables en Union Soviétique, au Maghreb (aciéries et automobiles contre gaz naturel), en Afrique noire et au Brésil.

La cause est donc loin d'être entendue. Plus que jamais, l'avenir du Marché Commun dépend de l'issue d'une bataille entre des forces économiques, sociales et politiques vivantes, c'est-à-dire de certains rapports de forces, et non d'une quelconque fatalité ou de quelconques "lois d'airain".

Dans cette empoignade autour d'intérêts réels et matériels, la classe ouvrière et le mouvement ouvrier doivent avant tout conserver leur autonomie politique, et ne s'identifier avec aucun des groupes bourgeois en lice. Ni "l'intérêt national" ni l'"idéal européen" ne sont aujourd'hui autre chose que des masques dont s'affublent des groupes capitalistes divers, cherchant à amener les travailleurs à abandonner une défense résolue de leurs propres intérêts contre ceux du Grand Capital.

Ceux qui s'opposent à l'interpénétration européenne des capitaux et à la création d'un "super-Etat" européen au nom de la défense de la "souveraineté nationale" d'Etats bourgeois existants, s'identifient avec des intérêts capitalistes conservateurs et rétrogrades qui chercheront inévitablement à sauver la mise (notamment à l'aide d'une politique d'austérité, de déflation et de protectionnisme) en réduisant le pouvoir d'achat et le niveau de vie de la classe ouvrière.

Ceux qui prônent la "riposte européenne" devant le "défi américain", et qui réclament un "Etat européen"

pour "damer le pion aux multinationales", opposent en réalité aux visées des multinationales américaines le projet de renforcement des multinationales européennes. La classe ouvrière n'a aucun intérêt à renforcer son propre ennemi de classe, ni de supposer que des super-trusts européens seront plus "libéraux" et plus "réformistes" que les super-trusts "nationaux" ne le sont aujourd'hui.

La crise du marché commun exprime, à sa manière, l'incompatibilité croissante entre l'expansion des forces productives et la survie de l'Etat national bourgeois. A cette incompatibilité, nous opposons une seule solution historique : les Etats-Unis Socialistes d'Europe.

Pour aboutir aux Etats-Unis Socialistes d'Europe, il faut préparer la classe ouvrière à saisir chaque affaiblissement décisif de sa propre bourgeoisie, chaque crise pré-révolutionnaire aiguë, en vue de créer une véritable situation révolutionnaire, en vue de lutter pour la prise du pouvoir. La révolution socialiste est encore possible à l'échelle d'un seul pays. Elle n'est même possible, pour le moment, qu'à cette seule échelle, vu le développement inégal des rapports de force entre les classes, vu aussi la nature encore nationale de l'appareil d'Etat et de l'appareil de répression.

Mais en même temps l'internationalisation croissante du capital (du "patronat" au sens le plus immédiat du terme) impose aux travailleurs et aux organisations ouvrières européennes une tâche croissante de concertations, d'alliances et d'actions communes à l'échelle européenne, même pour les revendications les plus immédiates comme les négociations salariales. Ainsi se développe petit à petit une lutte de classe internationale à l'image de l'organisation internationale du capital. Les révolutionnaires ne sont pas seulement partie prenante de cette lutte de classe internationale. Ils doivent en être les promoteurs les plus lucides, les plus énergiques et les plus entreprenants, multipliant les initiatives de contacts et de collaboration au niveau des délégués d'usine et des militants syndicaux combattifs, d'entreprises du même trust multinational ou de la même branche d'industrie dans différents pays européens.

La combinaison des deux phénomènes, les crises révolutionnaires éclatant d'abord au niveau national, les luttes ouvrières s'étendant petit à petit à l'échelle internationale, comporte une dynamique d'interaction progressive des crises révolutionnaires à l'échelle européenne, qui sera d'une qualité supérieure à celle de la période 1917/1920, de la période 1934/38 ou de la période 1944/47. C'est ce qui rend le programme des Etats-Unis socialistes d'Europe non seulement objectivement nécessaire, mais encore pratiquement réalisable et, de manière croissante, crédible aux yeux de l'avant-garde large d'abord, des masses laborieuses dans leur ensemble ensuite.

Ernest MANDEL

# la politique extérieure

# LES TROIS MONDES

# DE

# TENG SIAO-PING

Avril 1974, Teng Siao-ping, dirige la délégation chinoise à la 6ème session extraordinaire de l'ONU. C'est un évènement en soi. Teng Siao-ping, secrétaire général du Parti Communiste chinois en 1965, fut en effet l'un des principaux limogés de la Révolution Culturelle avec Liu Schao-chi et Peng-chen. On l'appelait alors, à Pékin, le "second Krouchtchev chinois". Après 7 ans d'éclipse, il réapparaissait discrètement un an avant son envoi triomphal à l'ONU. Il s'affirme, aujourd'hui et à nouveau", comme l'un des dirigeants les plus importants de la République Populaire de Chine. Cette réhabilitation silencieuse -- exempte de toute autocritique de sa part ou de la part de ses contradicteurs d'antan, et opérée en pleine campagne anti-Confucius-anti-Lin Piao -- en dit long sur le maintien d'une couche bureaucratique installée au pouvoir et susceptible de régler bien des problèmes politiques de fond hors de tout contrôle de masse. La Révolution Culturelle, malgré les mobilisations de masse qu'elle a suscitées, n'aura pas renversé cette bureaucratie. Elle aura modifié les rapports de force en son sein et entre elle et les masses. Mais le plus significatif est probablement le discours-programme que Teng Siao-ping a prononcé à l'ONU lors de cette session consacrée au débat sur les matières premières et qui a vu les pays semi-coloniaux producteurs de matières tenter de faire bloc face aux pays impérialistes.

## Trois mondes

Il y a peu, le Parti Communiste Chinois (PCC) découpait l'arène internationale en quatre grands ensembles -- les deux super-puissances, les USA et l'URSS, le "camp socialiste" et les deux "zones intermédiaires" : les puissances impérialistes 'secondaires' (hors les USA) et les pays capitalistes dominés et sous-développés. L'intervention de la délégation chinoise en avril, à l'ONU, est évidemment empreinte des soucis tactiques de s'intégrer au bloc du "tiers-monde". Mais Teng Siao-ping va, dans son discours, plus loin : il formule une appréciation de la situation mondiale qui révisé sur plusieurs points les thèses antérieures et tend à offrir à la diplomatie chinoise une cohérence nouvelle. En un paragraphe lapidaire il définit l'existence de "trois mondes" distincts en fonction desquels doit s'orienter la politique étrangère de la République Populaire de Chine.

"Dans cette situation (internationale), déclare-t-il, caractérisée par de 'grands bouleversements sous le ciel', les diverses forces politiques dans le monde, par suite d'un affrontement et d'une lutte de longue haleine, ont connu des divisions et des regroupements intenses. Une série de pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine ont successivement accédé à l'indépendance, ils jouent un rôle grandissant dans les affaires internationales. Le camp socialiste, qui avait existé pendant un

temps après la seconde guerre mondiale, a déjà cessé d'être, avec l'apparition du social-impérialisme. Sous l'effet de la loi de l'inégalité du développement du capitalisme, le bloc impérialiste occidental s'est également désagrégé. A en juger par les changements survenus dans les relations internationales, notre globe comporte maintenant, en fait, trois mondes qui sont à la fois liés mutuellement et contradictoires entre eux. Les Etats-Unis et l'Union Soviétique forment le premier monde; les pays en voie de développement d'Asie, d'Afrique, d'Amérique Latine et des autres régions, le tiers-monde; et les pays développés se trouvent entre les deux, le second monde". (je souligne - P. R.) (1)

Le plus remarquable, dans les thèses développées par Teng Siao-ping est la marginalisation ultime du rôle des luttes de classes proprement dites. C'est la lutte des "pays pauvres" contre les "riches", des "petits pays" contre les "grands" qui domine l'arène internationale.

## Le tiers-monde "force motrice" révolutionnaire

Ce n'est pas d'aujourd'hui que les dirigeants chinois assignent au tiers-monde une place déterminante dans la dialectique de la révolution mondiale. La théorie de la "zone des tempêtes", chère à Lin Piao, illustrait déjà le septicisme relatif dont le PCC faisait preuve à l'égard de la capacité de la classe ouvrière occidentale de renverser le régime capitaliste. La période de la "révolution culturelle" avait produit l'élargissement de l'horizon et de l'intérêt porté aux luttes ouvrières. Les thèses défendues actuellement ne sanctionnent pas, on le verra, un "repli" nouveau sur le tiers-monde. Au contraire. Mais elles opèrent un triple glissement qui tend à systématiser plus, théoriser mieux et généraliser ce qui était déjà présent dans la pratique et les conceptions du PCC quant à sa politique à l'égard du monde néo-colonial.

° La tâche historique assignée aux luttes du tiers monde est réduite à la recherche de l'indépendance effective face à l'impérialisme et l'"hégémonisme": "Les nombreux pays en voie de développement... se trouvent confrontés, sans exception, à la tâche historique de liquider les forces résiduelles du colonialisme, de développer l'économie nationale et de consolider l'indépendance nationale... Ils (les pays) constituent la force motrice révolutionnaire qui fait avancer la roue de l'histoire universelle, de même que la force principale dans la lutte contre le colonialisme, l'impérialisme et, en particulier, contre les super-puissances". (2)

Les termes utilisés ici par Teng Siao-ping montrent qu'il ne s'agit pas là d'une déclaration visant seulement à commémorer un événement ponctuel, mais bien tendant à pré-



Mao Tse-toung recevant le président Senghor

senter une stratégie pour la période. C'est là l'un des éléments qui explique l'analyse fort unilatérale faite par le PCC de la "bataille du pétrole", qui "oublie" que cette hausse du prix du pétrole profite essentiellement aux multinationales et... aux bourgeoisies indigènes des pays producteurs et non aux peuples du tiers-monde, sans compter les "problèmes" auxquels se trouvent confrontés des pays comme l'Inde, l'Éthiopie, et les pays africains déshérités.

° L'étude des conditions de réalisation de cette tâche historique qui est l'indépendance des pays coloniaux ou semi-coloniaux fait en effet totalement abstraction de la structure sociale des Etats considérés. C'est Houang Houa, chef adjoint de la délégation chinoise, qui le souligne avec le plus de clarté dans son allocution du 1er Mai en session plénière où il déclare que "les conditions nécessaires... pour assurer l'indépendance politique et économique (des pays en voie de développement) et pour développer leur économie nationale dans l'indépendance, c'est de se débarrasser sur le plan économique du monopole colonialiste, néo-colonialiste et impérialiste, de mettre fin au pillage et balayer tous les obstacles; ainsi que de prendre toutes les mesures nécessaires pour défendre leurs ressources économiques et leurs droits et intérêts." (je souligne) (3) Nulle part la révolution socialiste n'est présentée comme la condition indispensable à l'indépendance réelle par rapport à l'impérialisme et au marché capitaliste mondial.

° Le plus grave est peut être l'assimilation complète opérée entre les peuples et "leurs" gouvernements quelle qu'en soit la nature. Teng Siao-ping déclare sans ambage que "les peuples des pays en voie de développement ont le droit d'opter pour le système social et économique de leur choix, et d'en décider eux-mêmes". (4) Notion nouvelle du choix pour les marxistes ! Si la majorité des "peuples" anti-impérialiste du tiers monde a "choisi" le régime capitaliste, on conçoit que la bureaucratie chinoise accorde le label d'anti-impérialisme à des gouvernements et des chefs d'Etat ultra-

**«... notre globe comporte maintenant trois parties, trois mondes qui sont à la fois liés mutuellement et contradictoires entre eux...»**

réactionnaires et répressifs tels le Chah d'Iran et Helaf Selassie d'Éthiopie. Ou, par exemple, au président du Sénégal qui a été reçu dernièrement par Chou En-lai et Mao Tse-toung à Pékin, Léopold Senghor. L'un des produits les plus achevés du néo-colonialisme dans l'Afrique francophone. Le premier ministre chinois, dans son allocution de bienvenue, n'a néanmoins pas hésité à féliciter le gouvernement sénégalais qui... "dans les affaires internationales... a appliqué une politique de non alignement, combattu l'impérialisme, le colonialisme et l'hégémonisme..." (5) On se demande pourtant pourquoi le raisonnement assimilant les peuples à "leurs" gouvernements ne vaudrait pas pour les peuples soviétique et nord-américain ! A moins que dans la conception de Teng Siao-ping, ce soit les peuples de ces deux super-puissances qui exploitent le tiers-monde...

La diplomatie chinoise ne souffre qu'une exception à cette règle, dans le cas de "gouvernements fantoches" ou des administrations coloniales confrontés à des gouvernements ou fronts révolutionnaires développés (GRP, GRUNK, Guinée Bissau...). Encore ce cas s'avère-t-il bien restrictif : la Chine de Mao Tse-toung n'a pas jugé bon de rompre les relations diplomatiques avec la junte chilienne et n'a pas craint d'accueillir dernièrement un nouvel ambassadeur la représentant à Pékin. Le voyage de Nixon à Pékin avait montré, de même, que si la reconnaissance du GRP par la République Populaire de Chine n'a jamais été remise en cause, la bureaucratie chinoise n'hésitait plus à définir sa stratégie internationale sans grand souci des très graves difficultés qu'elle occasionnait aux peuples d'Indochine "frères". Aujourd'hui la politique maofiste à l'égard de l'Angola manifeste de cette même priorité accordée à la défense des intérêts et des relations d'Etats. Le soutien de la Chine s'est en effet tourné vers le Front de Libération Nationale de l'Angola de Holden Roberto, aile droite du mouvement national angolais, beaucoup moins représentatif que le MPLA (6). Cent douze instructeurs chinois viennent même d'arriver à Kinshasa (7) pour aider à l'encadrement de l'"armée" de Holden. Derrière cet appui au FNLA, ce sont les rapports entre la République Populaire de Chine et le Zafre de Mobutu, assassin du révolutionnaire africain Patrice Lumumba, et la politique maofiste à l'égard du centre-afrique, qui sont fondamentalement en cause.

## Lutter contre l' "hégémonisme"

La priorité, ouvertement proclamée, de la stratégie maofiste à l'égard du tiers monde ne vise donc pas à stimuler les mouvements de libération armés et révolutionnaires, mais à tenter de former un "bloc" de l'ensemble des Etats tels qu'ils sont aujourd'hui constitués. L'objet de ce "bloc" est la lutte contre la politique d'"impérialisme" et d'"hégémonisme" des deux super-puissances. Son axe en est une défense commune de la "souveraineté d'Etat".

Dans cette mesure la politique extérieure de la Chine, même si elle est motivée elle aussi par une conception bureaucratique des intérêts d'Etat, diffère nettement de celle de l'URSS. L'ouverture vers les Etats-Unis était ressentie comme une nécessité, pour permettre la réinsertion de la République Populaire de Chine dans l'arène diplomatique internationale (entrée à l'ONU...) comme pour mettre définitivement fin au blocus économique qui tendait à priver l'économie chinoise de biens d'équipements dont elle avait besoin. Lors du voyage de Nixon à Pékin, ces considérations ont primé sur toutes les autres (Indochine). Cette politique de "coexistence pacifique à trois" dans laquelle la direction maofiste a accepté d'entrer, a porté un coup sévère à bien des mouvements révolutionnaires. Elle n'a cependant pas donné naissance à une politique de "détente" concertée et durable analogue à celle préconisée par Moscou. Les relations USA-RPC marquent le pas. Sur-tout la recherche d'un "bloc" avec les pays en voie de développement implique la dénonciation conjointe des deux "grands". Et si l'accent semble plutôt mis sur le danger, particulièrement pernicieux, que représente pour le tiers monde le "social-impérialisme" soviétique, un dosage savant équilibre les critiques portées à l'URSS ou aux USA.

La "détente" est constamment qualifiée d'illusoire. Au contraire la lutte pour l'"hégémonie" que se livrent les deux super-puissances implique pour la Chine un danger constant de nouvelle guerre mondiale. Il est difficile de savoir ce qui, dans la politique maofiste, tient de l'analyse et de la propagande en ce qui concerne le danger de guerre, que ce soit entre l'URSS et les USA (le conflit armé entre eux est parfois présenté comme "inévitabile") ou entre l'URSS et la République Populaire de Chine. Depuis le conflit qui avait opposé les troupes soviétiques et chinoises en 1969 sur l'Oussouri, la tension a notablement cru. Le prétexte en est la délimitation exacte du tracé frontalier. Après l'arrestation, en mars, de l'équipage d'un hélicoptère soviétique qui s'était aventuré au-dessus du territoire chinois, l'URSS a brusquement augmenté la mise. Elle revendique maintenant l'administration d'une partie de la province de Heilangkiang et notamment le contrôle sur des voies d'eau importantes de cette région où confluent l'Amour (Heilung en chinois) et l'Oussouri (Wousouli). Cette tension sino-soviétique très probablement s'explique partiellement par des raisons de politique intérieure. Le "danger chinois" est notamment un des rares thèmes sur lequel la "direction soviétique" peut s'assurer d'un large écho populaire. Mais l'URSS s'inquiéterait aussi de la naissance d'une nouvelle puissance nucléaire sur sa frontière asiatique. Selon Neville Maxwell des contacts auraient même été pris avec l'administration Kennedy pour envisager une attaque atomique "préventive" contre les sites nucléaires chinois. (8) Quarante cinq divisions soviétiques stationnaient en 1973 le long de la frontière contre seulement quinze en 1967. Elles seraient insuffisantes, cependant, selon l'"Institut d'Etude Stratégique" de Londres pour permettre la réalisation, aujourd'hui, d'une telle attaque. Surtout, le contexte international marqué par la fin de l'isolement chinois et la crainte de conflits nucléaires, la rend politiquement très difficile et excessivement coûteuse.

La lutte contre un danger éventuel de guerre et l'"hégémonisme" domine néanmoins la diplomatie chinoise : condamnation du projet de "sécurité collective" préconisé en Asie par l'URSS pour isoler la Chine; dénonciation, lors du voyage du chypriote Makarios à Pékin, de la concurrence en Méditerranée des deux "super-grands", etc. C'est dans ce domaine que la politique étrangère chinoise vient d'enregistrer son échec le plus grave. La République Populaire de Chine est le seul Etat, avec l'Irak, à s'être abstenu au Conseil de Sécurité de l'ONU sur l'envoi d'une force des Nations Unies

sur le Golan pour séparer les troupes israéliennes et syriennes. La crise du Moyen Orient et la question palestinienne était pour la Chine l'un des axes fondamentaux de sa diplomatie. Elle n'aura réussi à détacher, effectivement, des "grands" aucun des Etats arabes, ni à s'assurer un écho sérieux parmi les directions des organisations palestiniennes, davantage tributaires de l'URSS.

## L'Europe, cas "complexe"

"La rivalité entre les super-puissances s'étend partout dans le monde" déclare Teng Siao-ping, mais sur le "plan stratégique, le point clé de leur rivalité, c'est l'Europe". (9) Puisque le bloc impérialiste s'est "désagrégé", le "second monde" des pays industrialisés doit être rallié en partie à la cause du tiers monde. En effet, l'"hégémonisme et la politique du plus fort pratiquée par les deux super puissances ont suscité... un vif mécontentement des pays développés du "second monde". (10) Bien sûr le problème n'est pas simple : "les pays développés situés entre les super puissances et les pays en voie de développement présentent des cas complexes. Certains d'entre eux maintiennent jusqu'à ce jour des rapports colonialistes sous diverses formes avec des pays du tiers monde; le Portugal (le discours de Teng Siao-ping est prononcé avant le coup d'Etat de Spinoza) par exemple, continue même d'exercer sa domination coloniale barbare. Cet état de chose doit être redressé (sic!)." Mais "tous ces pays demandent, à tel ou tel degré, à s'affranchir de l'asservissement ou du contrôle des super puissances et à préserver leur indépendance nationale et l'intégrité de leur souveraineté". (11)

Cette analyse maofiste de l'évolution de la situation du "second monde" et les tâches qui en découlent est particulièrement grave. Cette puissance capitaliste européenne unifiée que le PCC appelle de ses vœux donnerait naissance à un nouveau "super grand" impérialiste aux côtés des USA. Cette intégration européenne est souhaitée par une partie des bourgeoisies de ce continent. Elle leur permettrait en effet de faire mieux face et à la concurrence américaine et à la montée actuelle de la classe ouvrière occidentale. Pire, cet Etat bourgeois européen unique, avec son gouvernement, son armée, sa diplomatie, ne pourrait se construire que sur la base de l'écrasement de la classe ouvrière, pour permettre la réorganisation industrielle nécessaire et les investissements de réorganisation de la production, et l'échec de cette montée. De même, l'émergence de cette nouvelle puissance ne mettrait pas un terme à la "tension" internationale d'aujourd'hui. Au contraire, elle provoquerait (et naîtrait de) une accumulation de la concurrence inter-impérialiste mondiale... pour le pillage du tiers-monde et la pénétration des Etats ouvriers comme des marchés capitalistes développés. Les révolutionnaires ne peuvent être pour ou contre l'"Europe" en général -- ou le Marché Commun en particulier. Ils ne peuvent qu'être contre l'Europe des trusts, pour l'Europe des travailleurs. Le rôle contre-révolutionnaire du Japon, confirmé par le renforcement même de cet impérialisme face aux USA est lui aussi occulté. Il ne s'agit pas là d'"erreur" d'analyse. Il s'agit d'une vision du monde déterminée par le point de vue étroit d'une bureaucratie d'Etat qui cherche, au travers de la "théorie" des contradictions secondaires et principales à comptabiliser les aspects "positifs" qui peuvent, dans la politique de chaque gouvernement, asseoir sa position internationale ou intérieure.

Pékin Information relate (parfois) les luttes ouvrières européennes. Mais l'essentiel de la politique étrangère

de la Chine tend à découvrir les "aspects positifs" de la politique des gouvernements en place... ou des prétendants au pouvoir. Lors des dernières élections françaises, Pékin n'a pas fait mystère de ses préférences : Chaban Delmas était censé représenté la poursuite d'une politique d'indépendance gaulliste. Mais, en désespoir de cause, Valéry Giscard d'Estaing valait mieux que Mitterrand qui cumulait un double désavantage, représenter l'atlantisme des socialistes et permettre l'arrivée au gouvernement de ministres "révisionnistes" du PCF. Mais c'est probablement le cas anglais qui est le plus "étonnant", quand bien même il est surprenant de voir Pékin Information relater avec satisfaction les discours de l'aile la plus réactionnaire de l'Etat-Major helvétique réclamant un "renforcement de la défense nationale" (12)

Fin mai, E. Heath, dirigeant du Parti conservateur, battu aux élections, était reçu comme un chef d'Etat -- réception triomphale, il a même bénéficié d'une heure et demie d'entretien avec Mao Tse-toung. Le protocole chinois est précis et ce n'est pas par hasard que de tels honneurs ont été rendus au... chef de l'opposition anglaise. Dans son discours, Teng Siao-ping fit sans vergogne l'éloge de la politique étrangère des conservateurs et "oublia" le malheureux Wilson dans ses toasts lors du banquet. Heath en profita pour prononcer un véritable discours électoral s'attardant sur l'Europe, l'OTAN et la situation des "moyennes puissances". La direction mofste tente parfois de justifier son opportunisme par son refus de "s'ingérer dans les affaires intérieures d'un autre pays" (un des cinq principes de la coexistence pacifique). Il semble que ce qui vaut pour le Chili de la junte ne vaut pas pour l'Angleterre du Parti travailliste ! La raison en est simple : Heath s'affirme pour l'Europe (capitaliste), Wilson, sous la pression de larges couches de travailleurs anglais, lui fait la moue.

Quant aux "démocraties populaires" (puisqu'elles font partie du "second monde" selon Teng Siao-ping) la direction mofste marque ses préférences pour la Roumanie -- parce qu'elle manifeste de l'indépendance à l'égard de l'URSS --, Roumanie qui a le triste privilège d'être le premier Etat ouvrier bureaucratisé à avoir décidé d'importants investissements au Chili de Pinochet.

### L'évolution du communisme asiatique

Malgré l'échec qu'elle a enregistré au Moyen Orient, la poursuite de l'intervention américaine en Indochine et l'importance de la présence soviétique en Asie, la diplomatie chinoise peut se targuer d'importants succès. Les échanges économiques avec les pays capitalistes avancés se développent rapidement et comprennent des biens d'équipement ultra-modernes (la France, 8ème fournisseur de la Chine et son 4ème client vient de tenir à Pékin la plus importante exposition industrielle qu'elle ait jamais organisée à l'étranger). C'est ce besoin d'échanges économiques qui explique l'absence de revendications concrètes de la Chine sur Macao, "province asiatique" du Portugal avec Timor. Macao, comme Hong Kong, est considéré comme partie de la Chine de Pékin. Mais Macao, comme Hong Kong, est un centre de transit essentiel et d'opérations financières entre le monde capitaliste et la République Populaire de Chine. Ce qui a poussé la porte parole multi-millionnaire du PCC à Macao, Ho Yin, à déclarer que le renversement du régime de Caetano au Portugal, ne devait rien changer au statut et aux structures de Macao. (13)

Pour la direction mofste cette augmentation en quantité et qualité des échanges commerciaux avec le monde capitaliste est essentielle pour permettre à l'économie chinoise de faire un nouveau bond. Il n'y a rien à redire quant à la nécessité de tels échanges. Il y a beaucoup à redire sur les choix politiques que la bureaucratie chinoise a déterminés pour les favoriser. (14)

Une offensive diplomatique se poursuit en direction de l'Afrique (centrale notamment). (Quatre chefs d'Etat africains sont venus en Chine depuis janvier : Kaunda, président de Zambie, Boumedienne pour l'Algérie; Nyerere, président de Tanzanie et Leopold Senghor du Sénégal). La "bataille des matières premières" a permis à la République Populaire de Chine de s'intégrer au "front" du tiers monde. Surtout la situation évolue maintenant très vite en Asie du Sud-Est et extrême orientale.

Pékin a obtenu, en avril 1974, la signature d'un accord sino-japonais avec Tanaka sur les transports aériens qui a provoqué la fureur de Taïwan. Pour ce faire, Tokyo a accepté la rupture des relations aériennes avec la Chine nationaliste, point de transit important, ce qui coûtera cher à son économie. Le "lobby" japonais favorable à Taïwan semble bel et bien en perte de vitesse. La Malaisie, à son tour, vient d'établir des relations diplomatiques avec la Chine lors d'un voyage de son premier ministre, Abdul Razak. C'est le premier pays non communiste de l'Asie du Sud-Est à le faire. Les relations se détendent rapidement avec la Thaïlande -- qui a envoyé une mission à Pékin en décembre 73 -- et avec les Philippines du très pro-américain Marcos. Même l'Indonésie de Suharto semble prête à réviser (progressivement) son attitude. Mais tout ceci ne peut être sans conséquences importantes sur l'avenir des différents Partis communistes d'Asie.

Le voyage du dirigeant "Khmer Rouge" Khien Sampan au Vietnam et en Chine a probablement permis le resserrement des liens entre la République Populaire de Chine et le FUNK (15). Mais l'annonce du voyage de Nixon à Pékin avait provoqué une première rupture publique grave avec le P.C. Vietnamien -- rupture qui n'a pu que s'accroître depuis et doit affecter tout le mouvement communiste indochinois. Le Japon est aujourd'hui la seconde puissance impérialiste, après les USA, à intervenir en Asie du Sud-Est, et a été la cible des mobilisations qui se sont produites lors du récent voyage de Tanaka en Corée du Sud, en Thaïlande, en Malaisie et en Indonésie. Dans l'ensemble de ces pays existent des mouvements de guérilla, plus ou moins développés, dirigés par des Partis communistes d'obédience mofste. Ces derniers vont être à nouveau placés devant l'alternative suivante : prendre leur distance à l'égard de Pékin ou "modérer" leurs actions. Lors de son discours de bienvenue à Abdul Razak, Chou En lai a fait allusion -- positivement -- à la "neutralisation" du Sud-Est asiatique, ce qui ressemble fort aux projets des très entichés communistes Etats de l'"Association des Nations du Sud-Est asiatique" (ASEAN). Il n'a pas répété ses allusions lors du départ du premier ministre malais. Le fait reste néanmoins inquiétant.

Après le renversement, en octobre 1973, par le mouvement étudiant et populaire du régime militaire de Bangkok, le PC thaïlandais et le PC vietnamien ont mis en lumière le caractère réactionnaire du nouveau gouvernement et appelé à la poursuite de la lutte. Pékin Information s'est tu sur les déclarations et les activités militaires (d'importantes zones de guérilla existent en Thaïlande) du Parti Communiste thaïlandais. L'agence "Chine Nouvelle" a seulement publié un tardif compte-rendu récapitulatif des principales actions menées dans

bulletin quotidien, (16) De prises de position du PCC, point ! La direction maoïste vient récemment s'appuyer son appui aux PC de la fédération malaise en diffusant la déclaration publiée après le ralliement de nombreux insurgés (dont des dirigeants) au gouvernement dans la province insulaire du Kalimantan septentrional (17). Mais il semble bien que l'évolution de la diplomatie chinoise ait déjà d'ores et déjà provoqué de durs débats au sein du PC malais. (18) Plus à l'ouest, les courants maoïstes indiens n'ont toujours pas réussi à sortir de leur crise, tandis que la politique de la Chine à l'égard du Pakistan et du Bangladesh a tué les possibilités de développement de partis communistes pro-chinois à l'activité révolutionnaire dans ces deux pays.

La politique étrangère de la Chine a d'ores et déjà été un des facteurs qui a provoqué la désagrégation du mouvement maoïste mondial dans les pays capitalistes développés, aidée par son inconstance sur les questions de stratégie ouvrière. Le courant mao-spontaniste a à peu près abandonné la référence stricte à la Chine. Les organisations mao-staliniennes, dans la majeure partie des cas, se sont réduites à l'état de sectes, relais des tournants de la diplomatie chinoise. Et les organisations mao-centristes n'arrivent plus à déterminer une orientation cohérente sur ces questions, se réfugiant souvent dans le silence. Aujourd'hui, l'évolution de la situation régionale va probablement accélérer un processus d'éclatement-recomposition du mouvement communiste asiatique. Et ce dans un continent où les luttes de classes sont particulièrement développées et où l'influence maoïste était la plus profonde sera peut-être demain l'une des conséquences majeures de l'évolution de la diplomatie chinoise.

Pour la direction maoïste, le "vent souffle de l'Est" et la situation mondiale est "excellente". Force est de reconnaître que la cohérence de cette analyse apparaît mal. La disparition des Etats ouvriers (avec l'émergence du "social-impérialisme") et la désintégration du "camp socialiste" selon Pékin, indiqueraient plutôt le contraire. Surtout, les tâches internationales que s'assigne le PCC s'accordent mal avec le soutien nécessaire aux luttes ouvrières et révolutionnaires dans le monde. Luttes qui pourtant se développent effectivement avec, notamment, la relance possible de la révolution coloniale dans plusieurs secteurs (Afrique, Asie du Sud-Est et du Sud...) et -- fait capital -- l'approfondissement des luttes de classes en Europe occidentale. Les conditions objectives de la révolution socialiste mondiale manifestent une nouvelle fois leur maturité. La faiblesse essentielle de l'actuelle montée révolutionnaire internationale reste la désorganisation et la confusion de son avant-garde. La tâche essentielle d'une direction internationaliste à la tête d'un Etat ouvrier tel que la Chine, serait d'aider à la reconstitution d'un véritable mouvement communiste mondial. La direction maoïste favorise, elle, son éclatement.

Pierre ROUSSET

#### Notes

- (1) Pékin Information du 15 avril 1974, p. 7 et 8
- (2) idem, p. 8
- (3) Pékin Information du 13 mai 1974, p. 10. Houang Oua marque bien quelques "réserves" à l'égard du document présenté à l'ONU par les pays du tiers monde. Mais il ne s'agit là que de regretter l'utilisation des termes d' "indépendance" économique et de "division mondiale du travail" qui pourraient être récupérés par les grandes puissances.
- (4) Pékin Information du 15 avril 1974, p. 12
- (5) Pékin Information du 13 mai 1974, p. 14

- (6) Mouvement Populaire de Libération de l'Angola. A ce sujet voir dans ce numéro l'article sur les mouvements de libération dans les colonies portugaises.
- (7) Capitale du Zaïre, ancien Congo.
- (8) Voir Le Monde Diplomatique de mars 1974, Le Conflit Frontalier entre la République Populaire de Chine et l'URSS.
- (9) Pékin Information du 15 avril 1974, p. 8
- (10) idem p. 9
- (11) idem p. 8
- (12) Pékin Information du 26 novembre 1973
- (13) Voir Far Eastern Economic Review du 6 et du 13 mai
- (14) Le problème n'est pas que de politique internationale. Il renvoie aussi aux choix de développement intérieur opérés. INPRECOR y reviendra dans un numéro ultérieur
- (15) Le Cambodge reste, semble-t-il le seul thème qui suscite encore de véritables mobilisations de masse anti-impérialistes en Chine
- (16) Cahiers de la Chine Nouvelle, du vendredi 22 mars. Par contre on trouvera nombre de dépêches relatant les attaques de la presse de Bangkok contre l'URSS... et même le compte-rendu d'un tournoi de Badminton qui s'est tenu en Thaïlande. Rappelons que le PCT est peut-être le principal Parti communiste de la région, hors ceux d'Indochine, et qu'il est d'obédience maoïste
- (17) Pékin Information des 19 et 29 avril 1974
- (18) Voir Far Eastern Economic Review du 24 décembre et du 14 janvier. Ces informations doivent cependant être prises avec prudence, notamment en ce qui concerne la forme extrême du conflit. Ce qui est certain c'est que le PC au Kalimantan septentrional vient de subir une scission très grave. Mais si son lien avec l'évolution de la diplomatie chinoise est possible, il n'est pas démontré.

# LE NOUVEAU GENDARME DU GOLFE ARABIQUE

Ces derniers mois, le Chah d'Iran n'a pas ménagé les déclarations visant à mettre en relief le rôle prit par l'Iran - et qui lui est dévolu par l'impérialisme - dans la région du Golfe. Ainsi, déclarait-il à un journaliste de l'hebdomadaire américain Newsweek : " La sécurité de l'Europe n'est qu'un vain mot sans la stabilité et la sécurité dans le Golfe persique. L'Europe occidentale, les Etats-Unis et le Japon considèrent le Golfe comme faisant partie de leur sécurité, et pourtant ils ne sont pas en mesure de garantir cette sécurité.

C'est pourquoi nous le faisons pour eux... L'Amérique répugne à jouer le rôle de gendarme, même lorsqu'il s'agit de ses intérêts vitaux. Quiconque a la moindre notion de géopolitique arrivera à la conclusion que nous n'avions guère de choix, pas plus que les Etats-Unis lorsqu'ils se sont décidés à nous accorder leur soutien" (21 mai 73).

Cette politique est liée à une série de facteurs d'ordre militaire, politique et économique. Le type d'investissements effectués par les grandes compagnies multinationales en Iran et la dimension restreinte du marché intérieur, vu les bas salaires des travailleurs industriels, ainsi que l'exclusion du marché de la plupart de la population, s'exprime par une distorsion entre la structure et la croissance de l'offre de produits manufacturés et la croissance de la demande de ces produits sur le marché intérieur. Les couches sociales disposant de revenus permettant d'acheter de tels produits sont relativement restreintes. La demande stimulée par le secteur étatique ne peut répondre totalement aux exigences des firmes multinationales. Dès lors, une politique intensive d'exportation des biens essentiels et des biens de luxe devient un facteur décisif de la politique économique du régime. Ensuite, les revenus gigantesques que l'Iran tire du pétrole provoquent une tendance à l'exportation des capitaux dans la région du Golfe, en Afghanistan, etc. En outre, le régime iranien est le premier intéressé à mettre fin à tout le développement de la lutte révolutionnaire dans toute la région du Golfe, développement dont les répercussions seraient fortes et relativement immédiates en Iran. Enfin, ce n'est pas seulement comme plateforme d'exportation de voitures pour la General Motors ou Toyota que l'Iran intéresse l'impérialisme américain, européen ou japonais, mais aussi comme relais militaire de la contre-révolution. C'est dans ce contexte qu'il faut situer la politique du gendarme iranien dans la région du Golfe.

## Le relais contre-révolutionnaire

Après son échec au Vietnam, les difficultés internes sur le plan social et politique, les impératifs issus de la concurrence inter-impérialiste, l'impérialisme américain décida de modifier sa stratégie d'intervention militaire directe et de faciliter la mise sur pied de relais contre-révolutionnaires, qui peuvent d'ailleurs jouir d'une indépendance relative.

Nixon lui-même, le 25 juillet 1969, annonça cette nouvelle stratégie au cours de son voyage à l'île de Guam. Elle consiste, selon son expression, à confier une partie des charges et des responsabilités de la "défense des alliés et du monde libre" à des puissances alliées qui sont aptes à les assumer. Ainsi l'impérialisme américain compte sur ces relais contre-révolutionnaires (l'armée israélienne au Proche-Orient, l'armée iranienne au Moyen-Orient, l'armée brésilienne en Amérique Latine) pour écraser ou contenir les mouvements révolutionnaires dans ces différentes parties du monde. Ceci n'exclut évidemment pas une intervention directe en cas de nécessité impérieuse pour l'impérialisme.

Dans son message sur l'état de l'Union, le 21 janvier 1972, Nixon rappelait une fois de plus sa doctrine : "Nous maintiendrons une force de dissuasion nucléaire suffisante pour faire face à toute menace envers la sécurité des Etats-Unis ou de leurs alliés. Notre engagement envers la liberté demeure solide et inébranlable. Mais les autres doivent prendre leur part du fardeau de la défense de la liberté à travers le monde".

Cette attention n'est évidemment pas due au hasard. L'importance de la bourgeoisie locale, le rôle stratégique du pays, l'existence de cadres, les possibilités socio-économiques de "prendre leur charge du fardeau", sont des facteurs importants dans la détermination de l'allié-gendarme".

## L'impérialisme dans le golfe arabe

Au début du XIXème siècle, l'Angleterre occupait une position dominante dans le Golfe persique. Le pétrole n'était pas encore découvert à cette époque ! La région du Golfe avait un intérêt sur le plan commercial et stratégique (protection de la route des

Indes et rôle de Aden comme comptoir comme rcial) et était une position favorable pour concurrencer la Russie tsariste. Dès le début de sa domination, l'impérialisme britannique s'efforça de démembrer la région en divers émirats, soumis à la politique coloniale. Avec la découverte du pétrole et la création de l'Anglo-Persian Oil Company (A. P. O. C) en 1909, la région du Golfe acquit une importance économique décisive pour l'impérialisme anglais et plus généralement pour l'Europe impérialiste. La France fut écartée de la partie. L'Angleterre et la Russie cherchèrent divers compromis pour coexister.(1)

La Russie dominait le nord de l'Iran et jouait un rôle important dans le commerce iranien. L'Angleterre, par A. P. O. C interposée, construisit sa propre administration et sa propre police au sud de l'Iran et dans le Golfe. L'A. P. O. C acquit le statut d'une puissance indépendante régnant sur la région.

Après la seconde guerre mondiale, l'impérialisme britannique fut obligé de modifier sa politique de "diviser pour régner" et d'adopter des méthodes moins brutalement directes d'exploitation du Moyen-Orient. Ce changement de politique fut fondamentalement causé par l'affaiblissement du capitalisme mondial au lendemain de la guerre, la montée des mouvements de libération dans les colonies (par exemple la révolte de masse contre la domination anglaise en Irak en 1920), et surtout la révolution d'octobre en Russie. La nouvelle politique favorisait la création de quelques régimes centralisés qui pourroient gouverner la région de façon plus efficace. Le régime de Faïçal en Irak, les Saoudis dans la péninsule arabique et la dynastie Pahlavi en Iran, datent tous de cette époque. Après avoir gagné la bataille contre les concurrents français et allemands, l'Angleterre se trouva confrontée à une percée des Etats-Unis dans la région et plus spécialement en Iran. C'est après la seconde guerre mondiale que l'impérialisme américain commença à gagner une position de plus en plus dominante dans le Golfe persique.

Le coup d'Etat de 1953 (chute de Mossadegh) organisé par la CIA, permit à l'impérialisme américain de marquer des points et obligea l'Angleterre à reconnaître sa supériorité militaire et économique. Suite à ce coup d'Etat, les compagnies pétrolières américaines obtinrent une participation beaucoup plus importante à l'exploitation du pétrole de la région. L'accord pétrolier du 29 octobre 1954 est signé entre le nouveau gouvernement, la N. I. O. C. (National Iranian Oil Company) et un consortium dans lequel l'A. O. P. C est devenu B. P. Ce consortium (Iranian Oil Participants) est composé par la B. P. (40%) et Shell (14%), Gulf Oil (7%), Mobil Oil (7%), Standard Oil of New Jersey (7%), SOCAL (7%), Texaco (7%) CFP (Compagnie Française des Pétroles) (6%), IRICON (5% - formée d'indépendants américains). Ces quelques chiffres indiquent la réussite de l'opération américaine dans la distribution du contrôle des ressources pétrolières de l'Iran.

Au début de l'année 1968, le gouvernement travailliste anglais annonce qu'il va se retirer militairement des émirats dans les trois ans à venir. Ceci dans le cadre de sa politique de "désengagement à l'Est de Suez". Dès lors, se posait tout naturellement la question : qui va remplir le vide laissé par l'impérialisme britannique, 'gardien' depuis des décennies de cette partie du Golfe ? En 1970 une conférence des ambassadeurs américains au Proche-Orient et au Moyen-Orient s'est tenue à Téhéran, en présence du Vice-Président américain et de Richard Helms (à l'époque directeur de la CIA et actuellement ambassadeur amé-

ricain à Téhéran), pour décider de l'application concrète de la "doctrine Nixon". Le résultat de cette conférence, selon les informations délivrées par J. Sisco, fut tout simplement : la confirmation du rôle de gendarme que l'Iran devait désormais jouer dans tout le Golfe persique. De son côté, l'Angleterre envoya un émissaire en Iran, Sir Williams Luce, pour préparer les conditions de l'occupation par l'Iran, fin novembre 1971, des îles d'Abou Moussa, dépendant du sultanat de Charjah et des deux Thombs, qui appartenaient à l'émirat de Ras-El Khayma. Cette occupation par la marine iranienne eut lieu quelques jours avant la proclamation de l'"indépendance" de la Fédération des émirats arabes unis (2 décembre 1971), et les îles furent transformées en base militaire iranienne. Dans le même voyage, le représentant de l'impérialisme anglais convainquit le Chah de renoncer à s'emparer de Bahrein qui n'intégrerait dès lors pas la Fédération des émirats.

Cette Fédération fut donc créée sous l'impulsion de l'impérialisme anglais et américain. Trois émirats n'y adhèrent pas : le Qatar, Bahrein et Ras El-Kayma; cette non adhésion pourrait bien être le fruit d'une sujection de l'impérialisme, ces Etats pouvant se contrôler mutuellement... Les objectifs de l'impérialisme anglais et américain essentiellement peuvent être résumés ainsi :

1. - Créer une entité capable de coopérer de façon plus efficace avec l'impérialisme (la Fédération des émirats),
2. - En accélérant les investissements dans la région du Golfe, et plus spécialement en Iran, l'impérialisme pense pouvoir stimuler l'apparition d'une certaine "classe moyenne" (qui se développe dans le secteur bancaire, assurance, marketing, publicité, techniciens, ingénieurs...) qui, d'une part, pourrait fournir une base sociale au régime iranien et, d'autre part, servirait de débouché pour une série de biens de consommations durables et de luxe, que produisent les entreprises qui s'implantent en Iran,
3. - La dictature iranienne devient l'agent essentiel du maintien d'une situation sociale favorable aux projets impérialistes dans toute la région.
4. - Son rôle de gendarme transforme l'Iran en un acheteur d'armes de première importance pour l'industrie d'armement et aéronautique des Etats-Unis (et d'autres puissances impérialistes aussi), un acheteur qui a les moyens... que lui confèrent ses revenus pétroliers.

## Rôle économique de l'Iran

Dans le cadre de la "crise du pétrole", le rôle économique de l'Iran ne fait que mieux apparaître. La région du Golfe contient plus de la moitié des réserves mondiales de pétrole ( recensées en 1972). Ce simple tableau permet de se rendre compte du poids des divers pays du Golfe dans ce domaine.

Pays	Réserves 73	Production en 72
	(en millions de tonnes)	
Koweït	9271	152
Qatar	777,6	23
Iran	9286	254
Abou Dhabi	2589,6	50
Bahrein	86	3,8 (en 71)
Dobaï	205,9	6,5 (en 71)
Omman	4143	67
Arabie Saoudite	19714	285

En outre, une grande partie du pétrole qui est livré à Israël part du Golfe persique. La fonction de l'Iran est capitale, aussi bien dans la surveillance du Golfe persique que dans la conduite du "mouvement revendicatif" des Etats pétroliers du Golfe, un mouvement qui ne doit pas heurter de front les intérêts de l'impérialisme américain. (2)

Le rôle "dirigeant" du Chah lors des négociations sur le pétrole de ces dernières années servait un double but : dans chacune des sessions de ces marchandages, les premières "revendications" donnent le modèle que tous les autres pays doivent suivre. De plus cela donnait au Chah une façade "anti-impérialiste" pour utilisation démagogique à l'intérieur de l'Iran.

Les investissements en Iran croissent à un rythme très grand. L'impérialisme américain est en tête, mais les entreprises allemandes et japonaises sont aussi à l'offensive. Ainsi Nissan et Toyota projettent la construction d'une usine de bennes de camions et la construction d'une chaîne de montage. Un plan d'offre de crédits de plus d'un milliard de dollars a été effectué par les japonais. Il est lié à des projets de participation d'entreprises japonaises dans le domaine du ciment, de la construction automobile, d'une raffinerie (production journalière : 500.000 barils), de développement de la production du pétrole et de gaz naturel. (Entreprises, 21 mars 74). Ce développement des investissements impérialistes provoque une production de produits qui, ne pouvant être absorbés par le marché intérieur iranien, seront dirigés vers les marchés du Golfe persique et certains pays du Sud Est asiatique. Selon le rapport annuel de la Banque Markazi Iran, la valeur des exportations des produits industriels iraniens a augmenté de 40% entre 1971 et 1972. En outre, l'URSS constitue un marché de plus en plus intéressant pour l'Iran. Cette politique d'exportation se traduit par une multiplication des foires industrielles iraniennes dans les émirats du Golfe et aussi par l'arrivée des capitaux de tous les pays du Golfe vers les banques iraniennes ou impérialistes implantées en Iran. Et, au moment où l'explosion des revenus du pétrole se produit, ce flux des capitaux n'est pas négligeable. Il permet en outre des opérations d'exportations de capitaux iraniens vers d'autres pays.

Il y a quelques mois le ministre iranien de l'économie déclarait : "La région du Golfe est le plus grand marché potentiel pour nos produits. Nous nous sommes fixés comme objectifs prioritaires de devenir le principal fournisseur des riches émirats pétroliers, dont le revenu par habitant est le plus élevé du monde. La proximité géographique, les brefs délais de livraison, le coût réduit du fret, nous ont permis de doubler nos exportations en trois ans et d'espérer les accroître de 200% en 1978." (Le Monde, 7-8/10/74). Quant à un des plus grands capitalistes iraniens, Rezaï, il déclarait : "La consommation iranienne est trop limitée pour absorber les produits de nos grandes industries. Nous sommes donc condamnés à exporter, en particulier vers les pays voisins." (idem). De plus, l'Union Soviétique et les pays de l'Est sont de plus des marchés intéressants pour les machines assemblées en Iran, en particulier les camions, les autobus et les voitures. Dans ce cas, le rôle de l'Iran en tant qu'intermédiaire, en plus des avantages habituels (main d'oeuvre bon marché, production proche des marchés d'écoulement), offre aux entreprises une meilleure couverture politique : l'Union Soviétique et les pays de l'Est important d'un pays "sous-développé" plutôt que directement des centres impérialistes.

Le directeur de la filiale de la General Motors en Iran, J. Klochkov, affirmait au sujet de la construction d'une usine de montage de Chevrolet : "Ayant conçu le projet de construire une usine Chevrolet en Iran, nous avons commencé tout d'abord à réfléchir aux possibilités d'exportation des produits... Nous avons actuellement des pourparlers avec tous les voisins de l'Iran, surtout les émirats du Golfe persique et les pays arabes. A la fin de cette année, nous aurons encore des discussions avec des délégués de ces pays. Je dois aussi dire qu'un de nos buts est aussi de pénétrer les marchés des pays de l'Europe de l'Est..." (Teheran Economist, 2. 2. 74) Il est clair que pour la propagande officielle, ces voitures font partie de "production nationale iranienne" qui ne cesse de s'accroître grâce à l'"indépendance de l'Iran".

## Une puissance militaire

A une question des journalistes du Spiegel (hebdomadaire de l'Allemagne de l'Ouest) concernant les dépenses militaires de l'Iran et son intervention dans le Golfe persique, le Chah répondait : "J'ai proposé un pacte régional, un traité, un accord, qu'on appelle cela comme on voudra, afin de garantir l'intégrité et la sécurité de cette région. Jusque-là nous n'avons reçu aucune réponse. L'accès du Golfe persique est pour nous une question de vie ou de mort. Nous réserver cet accès -- avec ou sans la coopération d'autrui -- voilà encore une réponse à la question que vous posez sur les raisons pour lesquelles nous dépensons tant d'argent pour notre défense." (Spiegel, 7. 1. 74).

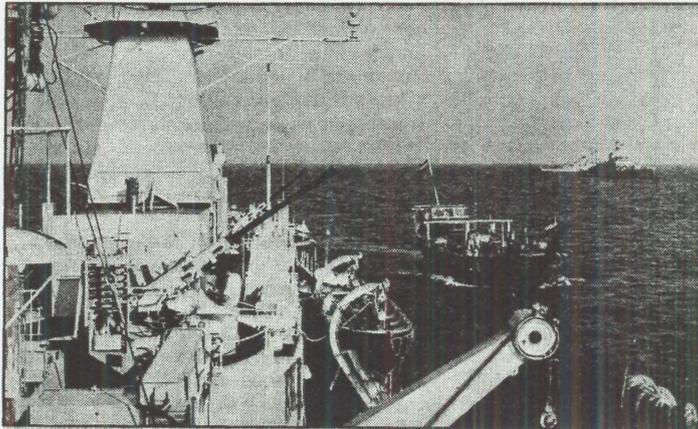
Invité par les émirats, se "réserver l'accès du Golfe", "garantir l'intégrité et la sécurité" de la région, voilà autant de "bonnes" raisons "justifiant" une intervention militaire tout azimut !

Quant aux dépenses, c'est un détail : en 1973, ce sont trois milliards de dollars que l'Iran a dépensé pour son armement. Les nouvelles commandes effectuées par le Chah s'élèvent à six milliards de dollars. Pour les capitalistes de l'industrie de l'armement, c'est une aubaine d'autant plus grande que les revenus pétroliers permettent de payer cash les factures...

Le renforcement de l'armée iranienne est une nécessité impérieuse, dans la mesure où : "le Chah n'a pas caché sa volonté de s'ériger en gendarme de la région. Il s'est attribué la mission -- avec le soutien des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne -- de faire "régner l'ordre", notamment en combattant toute forme de subversion dans le Golfe." (Le Monde 25. 5. 73). Actuellement près de 60% des revenus du pétrole sont consacrés à l'achat d'armement et le budget militaire iranien constitue 47% du budget total. "Le montant des importations d'armements, qui était, en moyenne de 85 millions de dollars par an au début des années 60, s'élevait à 156 millions de dollars en 1968, pour atteindre 2 milliards de dollars, par an, pendant la durée du cinquième plan quinquennal lancé en mars 1973" (Le Monde 12. 1. 74). Ces prévisions optimistes pourraient bien être dépassées...

L'armée est forte aujourd'hui de 220.000 hommes, dont 20.000 dans l'aviation et 10.000 dans la marine. Nous ne tenons pas compte des 40.000 gendarmes chargés d'assurer le succès de la "révolution agraire" dans les campagnes et des 60.000 policiers de la police politique, la SAVAK, facteur décisif du "développement économique dans l'indépendance". L'armée iranienne est dotée du matériel le plus sophisti-

qué : Phantom F4, bombe au laser, chars anglais ultra-perfectionnés... Les bases militaires se multiplient : à Ahwâz, à Abadan, dans les îles de Kharg, de Quishm ( bases aériennes), à Korramshar (base navale), à Bandar Abbas et à Chah Bahâr, la plus grande des bases militaires de l'Océan indien (bases aéronautiques). Voilà pour les principales forteresses militaires, et nous n'insistons pas ici sur l'implantation de l'Iran dans l'émirat d'Omman. Eric Rouleau donnait la description suivante d'une base d'hélicoptères d'Ispahan : " Ispahan abritera prochainement une base d'hélicoptères, la deuxième du monde en importance, qui sera prise en charge par plus de 500



Le Chah a doté son armée des armes les plus sophistiquées...

instructeurs américains. Les dernières amplettes du Chah aux Etats-Unis sont impressionnantes : pour 3 milliards de dollars, il a pourvu son royaume, entre autres, d'une flotte de quelques 300 bombardiers, lourds et légers, dont la moitié de Phantoms; livrables en 5 ans, soit davantage que ceux promis à Israël, seul pays au Proche-Orient auquel Washington accepte de livrer ce type d'appareils perfectionnés". (Le Monde 7-8/10, 73)

Ces "amplettes" doivent être vues au travers prisme de la situation des travailleurs iraniens qui travaillent 12 heures par jours et gagnent 60 rials par jour en moyenne ( un peu moins d'un dollar ), et de celui du niveau de vie des masses paysannes qui ne disposent même pas du minimum vital !

Le Chah, prolix, affirmait à Arnaud de Borchgrave: "La possibilité existe que certains régimes de l'autre côté du Golfe soient renversés par des extrémistes et les activités subversives actuelles. Prenons par exemple la rébellion du Dhofar dans le sultanat d'Omman. Si jamais elle réussissait, imaginez un seul instant à quoi nous devrions faire face à Mascate, la capitale qui se trouve juste en face du détroit d'Hormuz : d'abord quelques fusils, puis de l'artillerie de marine et des missiles. Le processus est banal : je ne puis tolérer les activités subversives..." (Newsweek, 23. 5. 73).

Ainsi est défini le rôle essentiel de l'armée iranienne, une armée qui, outre l'occupation des flots du Golfe en 1971, a aidé les royalistes du Yemen et, en octobre

1972, le gouvernement de Saana lors de la guerre entre les deux Yemens, ainsi que les troupes d'Hailé Sélassié dans leur lutte contre le Front de Libération de l'Erythrée, le régime de Hussein dans son combat contre la révolution palestinienne, le gouvernement pakistanais dans sa guerre contre le mouvement autonomiste balouche.

C'est l'ensemble de ces initiatives qui fit dire au premier ministre iranien : "L'Iran est assez fort pour empêcher tout trouble dans la région du Golfe persique... Nous sommes une puissance mondiale avec laquelle il faut compter." (Journal de Téhéran, 23, 4, 73)

Aujourd'hui, l'intervention la plus significative des troupes iraniennes ( 3000 hommes) aux côtés des troupes britanniques (1000 hommes) est celle se développant dans le sultanat d'Omman pour tenter d'écraser le mouvement de lutte armée qui se développe depuis neuf ans dans la province méridionale d'Omman : le Dhofar.

Le Chah "justifie cette intervention en affirmant que les militants du Front Populaire de Libération d'Omman et du Golfe arabe (FPLOGA) sont des "sauvages", des "forces de subversion, de destruction, de chaos et de meurtre" ( Daily Telegraph 7. 2. 74). Les forces du dictateur iranien tentent donc de détruire les combattants armés du Dhofar qui ont déjà libéré une grande partie des régions habitées de cette province.

En outre, la dictature iranienne essaye de jouer sur les oppositions entre les communautés iraniennes et arabes dans les émirats, afin de pouvoir mieux justifier l'intervention militaire et pour souder le "peuple iranien" derrière cette politique, dont le but serait de "protéger les iraniens" contre les désirs expansionnistes arabes".

Le FPLOGA a répondu en 1970 nettement à cette politique de Téhéran en affirmant dans son programme : "Les colonialistes britanniques et les réactionnaires arabes et iraniens s'efforcent par tous les moyens de transformer la lutte dans la région contre l'impérialisme britannique et ses agents en un conflit chauvin entre les arabes et les minorités nationales venues s'installer en Omman et dans le Golfe après la découverte du pétrole, et d'attiser la haine raciale entre arabes et iraniens". On voit donc que c'est sur une position internationaliste que le FPLOGA envisageait de développer sa lutte contre la collusion entre le sultan Qabous d'Oman et le Chah d'Iran. Il est d'autant plus important, dans la perspective d'une lutte d'une ampleur plus grande dans tout le Golfe persique que les militants révolutionnaires iraniens sachent développer une solidarité active avec les combattants du Dhofar et sachent dénoncer la politique du Chah d'Iran, dans une claire perspective internationaliste.

- Parsi -  
Mai 1974

- (1) En 1907, un traité fut conclu entre l'Angleterre et la Russie, d'après lequel le nord de la Perse était dévolu à la Russie, le sud du pays (et Golfe persique) à l'Angleterre. Mais la Russie s'efforça d'obtenir l'accès au Golfe et une part du pétrole du Sud.
- (2) Voir J. M. Chevalier, Le Nouvel Enjeu Pétrolier.

# DE SOMBRES PERSPECTIVES ECONOMIQUES

Article traduit du journal "Informacni materialy",  
N°12, juin 1974, Berlin

Lorsque l'on considère le développement de l'économie tchécoslovaque, on ne peut négliger certains facteurs qui annoncent lentement mais sûrement, une crise économique. La crise énergétique mondiale qui s'est déjà largement développée dans le monde occidental, va encore aggraver la situation économique en Tchécoslovaquie. Car même si la Tchécoslovaquie n'est que légèrement touchée par l'augmentation du prix du pétrole sur le marché mondial, celle-ci se fait tout de même sentir. Pour leur production les entreprises tchécoslovaques ont besoin d'une série de matières premières et de produits semi-finis qu'elles doivent importer des pays capitalistes. Ces importations se font, dans la plupart des cas, sur la base d'accords à court terme, conclus souvent de cas en cas, et par conséquent dans des conditions défavorables. Le coût de production (important pour l'énergie) se reflète dans les prix de ces importations, intégrant l'augmentation du prix du pétrole. Ainsi se développe une crise monétaire défavorable pour l'économie tchécoslovaque.

D'une part, le coût de production des produits tchécoslovaques s'accroît, d'autre part, ces produits sont exportés vers les pays du COMECON à des prix qui sont fixés par des accords à long terme et qui peuvent difficilement être modifiés. Les pertes que notre économie subit à cause de ce système de prix peuvent s'évaluer à environ 11 milliards de dollars pour la période qui va de la mi-73 à mars 1974. Ce que cela signifie pour notre économie -- qui se trouve déjà, de façon chronique, dans une situation grave et sans issue apparente -- est clair : les évaluations du taux d'inflation se situent entre 2,5% (évaluation officielle, sur laquelle se base le Plan d'Etat) et 6% (évaluation des économistes sceptiques). Si notre économie a pu supporter l'augmentation des prix de l'année dernière -- non sans demander le remboursement des prêts à long terme accordés aux pays en voie de développement -- il n'en est plus de même aujourd'hui. En 1974, la Tchécoslovaquie n'a pas de devises pour acheter les matières premières sur le marché capitaliste. Il faut, parallèlement, noter que si l'on devait faire face à une crise des récoltes, suite à la sécheresse, il faudrait aussi trouver une solution pour acheter des vivres ce qui aggraverait encore plus la situation négative de la balance des paiements.

Il faut chercher les causes de la crise de l'économie tchécoslovaque autre part que dans la crise énergétique qui n'a influencé que légèrement la situation. Il s'agit plutôt d'un héritage du passé. Les coûts de production de l'industrie tchécoslovaque ont toujours été plus élevés : en 1971, sur une couronne de produit national brut, il y avait 0,44 couronne de dépenses matérielles. Par rapport à 1970, cela représente une augmentation de 6,4%, alors que le Plan n'avait prévu qu'une augmentation de 3,3%, "seulement". La part des dépenses matérielles dans le prix des produits

représentait 65,1% en 1970, et déjà 65,5% en 1971. Ce qui représente une perte de 5 milliards de couronnes en 1971. Parallèlement l'accroissement du fonds de production -- en moyenne de 5% par an -- montre que la productivité n'augmente pas tellement non plus, au contraire de ce que clame sans arrêt la propagande officielle. L'augmentation de la productivité est une conséquence de l'introduction de nouveaux investissements dans l'industrie et ne représente certainement pas une rationalisation de la production.

La direction du Parti communiste tchécoslovaque va chercher une issue à cette situation : il ne fait aucun doute que cela se traduira par une augmentation des prix. On peut toutefois prévoir qu'il ne s'agira pas d'une augmentation massive et générale, telle que celle qui en 1970-71 provoqua des arrêts de travail en Pologne et qui a risqué d'en déclencher en Tchécoslovaquie en juin 1973, mais qui, par crainte de la réaction de la population ne fut pas appliquée, bien que de nouvelles listes de prix avaient déjà été imprimées et diffusées. Il en fut de même en avril de cette année et la direction du PCT dut reconnaître -- suite aux rapports de la police secrète sur l'état d'esprit de la population -- que la situation n'avait pas changé. L'augmentation fut introduite par étapes, surtout par différents changements, par des retours à des prix initiaux (plus élevés), par la compensation des prix, par la substitution de produits par d'autres, de meilleure qualité, mais aussi plus chers, ou encore en remplaçant le nom d'un produit pour qu'il soit plus "moderne", ou plus "nourrissant", ce qui doit se refléter dans un nouveau prix (exemple typique : le produit de nettoyage TIX...)

## La manipulation des prix

C'est avec l'aide de telles manipulations des prix que la direction a déjà voulu dominer la situation dans le passé. Il est vrai notamment que les prix des produits alimentaires de base n'ont pas augmenté depuis l'introduction du blocage des prix en 1970 ; mais les prix des matériaux de construction ont monté ( en avril de cette année, le prix du ciment a augmenté de 100%). Ce qui a eu comme conséquence que les prix des loyers dans les nouveaux immeubles de la construction sociale -- qui reflètent le coût de production -- ont monté d'une somme mensuelle de 400 couronnes en 1969/70 à une somme mensuelle de 700/800 couronnes en 1973.

Le soir du 27 mars 1974, on communiqua officiellement la modification des prix des transports urbains à Prague, avec entrée en vigueur au 9.5.1974. La télévision transmet une conversation entre la rédactrice de la TV, Ljuba Mestekova, et le maire de Prague, Zuzka. Tous deux louèrent cette modification, ô combien profitable pour l'avenir, ils ont seulement oublié d'admettre que cela ne les touchait pas : quand ils se déplacent avec la voiture de service Tatra 603, ils ne paient certainement pas.

En principe on peut affirmer qu'il s'agit ici d'une augmentation du prix du transport urbain. Même à l'achat de cartes mensuelles moins chères, le prix du transport est supérieur à ce qu'il était avant cette "modification" -- dans le meilleur des cas cela fait 20 couronnes en plus par mois. C'est ainsi que pour la moitié des pragois la vie a augmenté de 3%. Bien qu'il ne s'agisse pas ici d'une grosse augmentation, les milieux officiels essaient de manière émouvante d'empêcher que quelqu'un vienne à considérer cette mesure comme une augmentation des prix. En supprimant les contrôleurs dans les trams, la sécurité des transports fut sans doute influencée puisque le conducteur ne contrôlera plus que toutes les 6 portes.

L'argumentation pour justifier l'augmentation du prix des transports est très faible, tout comme celle qui justifia l'augmentation du prix de l'essence. La propagande officielle maintient qu'il s'agit seulement d'une nouvelle lutte contre les impérialistes qui sont venus chez nous pour acheter l'essence moins chère. Faisons une comparaison : pour un litre d'essence le travailleur ouest-allemand doit travailler environ 6 minutes, alors que le travailleur tchécoslovaque doit travailler 16 minutes pour la même quantité d'essence d'une qualité inférieure, et cela après une augmentation des prix de 65%, de telle manière qu'il était déjà dans une situation plus mauvaise que celle du travailleur ouest-allemand avant l'augmentation.

La situation critique de la balance des paiements tchécoslovaque peut également s'illustrer par l'exemple du pétrole. A l'époque de la conclusion d'un contrat quinquennal avec l'URSS, expirant le 31.12.1975, le prix d'une tonne de pétrole avait été fixé à 32 roubles-devise, ce qui représentait le double du prix sur le marché mondial. Il est vrai que la Tchécoslovaquie paie encore ce prix aujourd'hui, bien que le prix pour une tonne de pétrole ait augmenté en quatre ans de 16 \$ à 75/80 \$ (1 rouble - devise équivalait à peu près à 1 \$).

Les discussions actuelles au sein du COMECON, où la Tchécoslovaquie insiste pour que les prix au 1.1.1976 soient en-dessous de ceux du marché mondial ont été résolues de la façon suivante par le journal Krasnaja Zvezda (Etoile Rouge) : il a déclaré (selon Rude Prado, le 25.4.1974) que l'URSS livre le pétrole à ses pays "frères" à des prix qui étaient valables à l'époque de la signature de l'accord précédent. Au cours de leur visite à Prague les libyens avaient exigé quelques 300\$ la tonne de pétrole, tout en demandant des investissements tchécoslovaques en Lybie. Les tchécoslovaques durent refuser : leurs investissements étrangers atteignent déjà 175 milliards de couronnes. Bien que l'augmentation du coût de la vie mène à une chute relative du niveau de vie, il faut mentionner que les revenus de beaucoup de branches industrielles ont augmenté fortement dans de nombreux cas. Il s'agit principalement de celles qui sont la propriété de l'Etat ou de l'appareil du Parti, comme les sociétés agricoles. En outre, les revenus des employés dans le secteur tertiaire ont augmenté rapidement. En tchécoslovaquie il y a de nouveaux des millionnaires (par exemple dans la circonscription de Prague/10 il y en a 8, à Nymburk, 13 -- il s'agit de sommes gagnées par hasard, et parmi lesquelles les artistes, acteurs, chanteurs pop forment déjà une minorité. Ces gens là ne tiennent pas à avoir de gros compte en banque, car ils ne savent pas très bien comment dépenser leur argent.) Le chiffre officiel du montant de l'épargne des tchèques (donc sans la Slovaquie) s'élève en 1973 à 90 milliards de couronnes. En outre une indication non officielle parle de stocks de marchandises d'une valeur de seulement 30 milliards de couronnes. Et d'autres sources affir-

ment qu'il y a en Tchécoslovaquie une inflation d'argent équivalant à 75 milliards de couronnes. Vu ces faits, les rumeurs concernant une réforme monétaire et une augmentation des prix -- rumeurs qui ont semé la panique parmi la population qui voulait retirer son épargne et acheter des objets inutiles -- ont une base rationnelle. Il est cependant peu probable que le gouvernement prenne ces mesures. On assiste cependant à une nouvelle action du gouvernement : le nouveau système des salaires, le dernier mot de la soi-disant rationalisation socialiste.

Le gouvernement a pourtant fait de très mauvaises expériences : en l'introduisant au printemps dans une partie du trust Skoda : il y eut une grève qui ne fut pas la dernière. Bien que toutes les grèves furent réprimées (il s'agissait de grèves de courte durée, uniquement une partie des équipes seulement y participèrent, et elles durèrent au maximum un jour), elles servirent d'avertissement. Il ne resta pratiquement rien de l'intention première qui visait à diminuer ainsi les salaires de 5% environ. Le cas d'une partie de l'usine CKD -Prague, où l'introduction du nouveau système de salaire eut récemment comme effet le licenciement d'environ 500 travailleurs, représente également un avertissement pour les directeurs d'usine. L'idée de diminuer les salaires ne peut pas non plus être appliquée par manque aiguë de main-d'oeuvre; en effet, on fait déjà appel à la main d'oeuvre étrangère. C'est ainsi que les usines textiles dans le nord de la Bohême ne pourraient pas fonctionner sans les travailleurs polonaises. Les polonaises travaillent également à l'usine de construction d'avions AVIA de Prague, ainsi que dans les lavoirs et dégraissages où les Tchèques leur ont abandonné le travail non mécanisé, pour des bas salaires et dans de mauvaises conditions. Le plus ironique, c'est que la Pologne rembourse ainsi les quelques crédits que la Tchécoslovaquie lui avait accordés.

## Le mouvement de grève

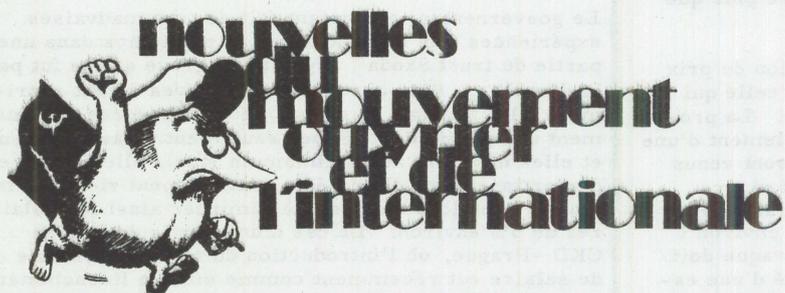
Le mouvement de grève en Tchécoslovaquie est aujourd'hui l'expression du mécontentement des travailleurs face à cette situation.

Bien que les organes d'information tchécoslovaques étouffent toute nouvelle à propos des grèves, quelques unes parviennent jusqu'à l'étranger. Avant Noël 1973, il y eut par exemple la grève des transporteurs et convoyeurs d'une firme de transport (les détails ne sont pas encore connus). En janvier 1974, il y eut une grève de trois jours des employés de la firme de travaux publics qui construit la Slavia - Areal à Prague-Vrsovice. Là aussi, la cause du mécontentement des travailleurs était le nouveau système de salaire. La grève fut un succès : les salaires ne furent pas modifiés (c'est-à-dire qu'il ne furent pas diminués). Il s'agissait d'une grève spontanée avec occupation. Les ouvriers demandèrent sans succès que la grève soit menée de façon conjointe avec les syndicats. Le 14 février 1974, il y eut une grève d'un jour à la firme de construction de chemin de fer qui fournit le métro de Prague. Le nombre des grévistes, ici aussi, était de 100, comme dans la grève de l'entreprise de travaux publics. Il s'agissait cette fois des camionneurs qui devaient amener le matériel pour la construction du métro. Ce fut une grève d'un jour avec occupation. Cette fois non plus, les syndicats ne prirent pas part à la grève. Ce qui est significatif c'est que 70 % des ouvriers étaient membres du Syndicat et 5% du Parti communiste. La cause de la grève était

le non paiement de 5 jours de travail. Le résultat de la lutte fut le paiement du salaire pour ces 5 jours de travail à la fin de la grève, bien que le jour de grève ne fut pas payé. La cause originale du non paiement de ces cinq jours fut imputée à un ordinateur. En mars 1974 une information non officielle fit mention d'une courte grève de protestation dans une usine sidérurgique en Slovaquie orientale ; grève qui démarra également sur le nouveau système de salaire. Celui-ci fut reporté dans beaucoup d'entreprises à cause de la

protestation des travailleurs.

Pour conclure, on peut dire, qu'une certaine pression sociale non négligeable se fait jour. Mais il ne faut cependant pas compter à moyen terme sur une explosion ou un élargissement du mouvement de grève. Les travailleurs répondront plus que probablement par une indifférence totale pour le destin de la direction politique dans le cas d'une catastrophe économique, selon la devise : "ils n'ont rien fait pour nous, qu'ils aillent au diable !"



FRANCE

## CONFERENCE DES GROUPES "TAUPE ROUGE"

Le Front Communiste Révolutionnaire a tenu du 1er au 3 juin, une réunion nationale de militants ouvriers, membres de ses cellules ou des "Groupes Taupes" (cercles de sympathisants dans les entreprises). Cette conférence a réuni dans la ville de Lyon 1.300 camarades qui, durant ces trois jours, ont discuté des rapports sur la crise économique qui secoue l'Europe et les revendications qui doivent être avancées aujourd'hui par les travailleurs; sur l'orientation du FCR et des Groupes Taupes Rouges après les élections; sur l'autogestion, le socialisme et la prise du pouvoir; sur les tâches concrètes que les révolutionnaires peuvent et doivent maintenant s'assigner à l'échelle européenne. Une série de commissions avaient été organisées (par branches industrielles, par syndicats, sur les luttes des femmes, des immigrés et contre l'inflation). Des statistiques (malheureusement partielles) faisaient apparaître les données suivantes (les enseignants, dans leur majorité n'étaient pas invités

à la conférence) : - quant à la composition professionnelle, 11% des participants étaient manœuvres ou O.S. (ouvrier non ou peu qualifié), 33% travaillaient dans la fonction publique, 30% étaient employés, 10% ouvriers "professionnels" et ouvriers qualifiés, 16% techniciens et cadres. Quant à l'adhésion syndicale elle était équilibrée entre la CGT et la CFDT (les deux principaux syndicats ouvriers) -- soit près de 40% pour chacun. Un peu moins de 5% étaient syndiqués à la FEN (syndicat de l'enseignement) et 18% n'avaient pas mentionné d'appartenance syndicale. Dans leur très grande majorité les participants avaient entre 20 et 25 ans et cette réunion était caractérisée par une très forte participation de camarades du sexe féminin. Cette deuxième conférence des Groupes Taupes organisée par les trotskystes français aura permis de faire le point du travail d'implantation réalisé et de préparer les luttes à venir.

SRI LANKA

## le 1<sup>er</sup> mai à sri lanka

A l'appel conjoint du Ceylan Mercantile Union (CMU) et du Revolutionary Marxist Party (Parti Marxiste Révolutionnaire - section ceylanaise de la IV<sup>ème</sup> Internationale), 2.500 travailleurs se sont réunis pour fêter le 1<sup>er</sup> Mai, malgré l'éloignement du lieu de rassemblement et l'absence de transports. Les principaux mots d'ordre de cette manifestation étaient : "Pas de Socialisme sans Révolution", "Pour arrêter la réaction, renversons la domination capitaliste", "Pour la reconstruction du mouvement de gauche". A cette occasion le RMP a diffusé le premier numéro de son périodique ITHIRI MAGA, et la résolution adoptée en décembre passé et que nous pu-

blions dans INPRECOR, qui fut diffusée en anglais, sinhala et tamil. Le "Front Uni" (coalition des partis ouvriers et bourgeois qui soutiennent le gouvernement) tenait lui aussi une manifestation, d'environ 25.000 personnes. A la différence du CMU et du RMP, il bénéficiait d'un service spécial de cars gouvernementaux et offrait gratuitement repas et semble-t-il alcool aux participants. Pouvoir oblige. Le Parti National Unifié (UNP - United National Party), enfin, principal parti d'opposition de droite, organisait pour sa part un important rassemblement dans le centre de la ville de Colombo.

SUISSE

## dehors la junte chilienne !

La conférence annuelle de l'Organisation Internationale du Travail (O.I.T.), qui réunit chaque année des représentants des patrons, des syndicats et des gouvernements pour "régler les rapports de travail dans le monde" devait s'ouvrir, la première semaine de juin à Genève, avec cette année, des représentants des bourreaux du peuple chilien : représentant direct de la Junte et représentant des syndicats fascistes mis en place après le coup d'Etat du 11 septembre dernier.

Par cette démarche, la Junte de Pinochet cherchait à "légitimiser" son régime de terreur, de torture et de surexploitation, afin de faciliter la chasse aux profits des trusts impérialistes (ITT, Dow Chemical, etc) au Chili. Elle voulait surtout faire reconnaître les nouveaux "rapports de travail" instaurés par le coup d'Etat :

- interdiction des organisations ouvrières, répression massive et systématique contre les militants, interdiction du droit de grève;
- institution d'un régime de contrôle policier et d'embrigadement forcé fondé sur le mouchardage et la délation;
- l'exploitation accrue des travailleurs : travail obligatoire le samedi matin, conditions aggravées, blocage des salaires et hausse massive des prix.

Pour dénoncer cette manoeuvre et exclure les représentants des bourreaux du peuple chilien de l'OIT et de Suisse, la Coordination Nationale des Comités Chili, animée par les militants révolutionnaires, avait lancé depuis plusieurs semaines une vaste campagne d'agita-

tion qui devait culminer par une intervention le jour de l'ouverture de la Conférence, ainsi que par une manifestation le samedi 8 à Genève.

Une fois de plus les stalinien et autres réformistes ont refusé de participer à cette campagne, tout comme ils refusent, depuis 8 mois de s'associer, de façon unitaire, à la campagne de soutien au peuple chilien.

Le jour de l'ouverture de la Conférence un tract était distribué au sein de l'Assemblée générale et des mots d'ordre étaient lancés par des militants anti-impérialistes qui avaient pu s'y introduire. Cette intervention fut accueillie par de vifs applaudissements de la part d'une série de délégations.

Après cette intervention l'Assemblée générale confirmait le vote de principe pris en février dernier et selon lequel les seuls représentants des travailleurs chiliens étaient ceux de la CUT (Confédération Unitaire du Travail) aujourd'hui interdite, et dont les militants sont emprisonnés et pourchassés. Les prétendus "représentants" envoyés par Pinochet furent donc exclus de la Conférence par un vote à la quasi unanimité (seuls les délégués de l'AFL-CIO des USA s'y sont opposés).

Le samedi suivant la manifestation de Genève regroupa de 3.500 à 4.000 personnes, avec des délégations des Comités Chili de France et de Belgique. Une fois de plus cette action militante prouve que la vigilance des militants anti-impérialistes ne s'affaiblit pas et que, partout ils sauront intervenir pour dénoncer la Junte sanguinaire de Pinochet et affirmer leur soutien aux travailleurs et aux paysans chiliens.

## DIFFICULTES ECONOMIQUES DE SAIGON

Le 6 juin à Thu-Duc, localité située au Nord de Saïgon, Nguyen Van Thieu lançait dans un discours ses premières critiques publiques à l'égard des Etats-Unis. Une fois n'est pas coutume ! "Vous devez nous donner de l'argent", enjoignait-il, sinon "il s'agirait de la part des USA d'une fuite devant leurs responsabilités". INPRECOR N° 0 avait publié un article sur la crise économique et sociale du régime saïgonnais. Depuis, les réticences du Congrès aux USA à adopter les budgets d'aide présentés par l'administration Nixon ont encore augmenté l'inquiétude de Thieu. Le sénat américain vient de refuser -- le 11 juin -- la réduction de l'aide militaire à Saïgon de 900 à 750 millions de dollars pour le prochain exercice fiscal. Mais ce vote a été obtenu à une voix de majorité. Et, un mois auparavant, ce même Sénat avait refusé l'augmentation de l'aide pour l'exercice précédent de 266 millions de dollars comme le gouvernement le lui demandait. Thieu n'aura donc reçu pour l'année 1973-1974 qu'un milliard 126 millions de dollars au lieu de 1 milliards 600 millions promis ini-

tialement. La Banque Mondiale vient, pour sa part, de reporter une nouvelle fois la réunion prévue pour le 5 juin dernier et qui devait étudier l'aide à fournir à Saïgon. Certains bailleurs de fonds, tel le Canada, refusent les plans proposés par Washington. Selon François Nivolon (Le Figaro du 8-6-74), les conseillers de Thieu sont pessimistes quant à l'aide à venir et ce dernier aurait donné à son armée et à son administration des consignes d'économie. Les choix budgétaires que devra opérer en 1974 Saïgon (alors qu'il annonce le maintien de plus d'un million d'hommes sous les drapeaux) risquent d'être encore plus drastiques qu'en 1973 (Voir la Far Eastern Economic Review du 15-4-74).

L'aide financière et militaire restera, évidemment, considérable et continuera à alimenter la machine de guerre fantôme. Mais la crise sociale des zones sous contrôle de Thieu; confirmée une nouvelle fois par Patrice de Beer (Voir Le Monde des 8, 9 et 10-5-74), tendra tout aussi certainement à s'aggraver.



aux  
quatre  
coins

# HALTE A LA REPRESSION CONTRE LES PROFESSEURS MARXISTES ET LES ETUDIANTS SOCIALISTES!

Depuis décembre 1971, la bureaucratie titiste a engagé un vaste mouvement de "reprise en main" de toute la vie politique, économique et culturelle, sans pour autant remettre encore explicitement en cause la réforme économique de 1965. C'est pourtant la combinaison des contradictions d'une société bureaucratifiée et de celles propres au "libéralisme économique" qui constitue l'arrière fond des considérables tensions sociales dont une des étapes fut marquée, fin 1971, par la "crise croate": les inégalités régionales croissantes, le développement du chômage (1), la hausse considérable des prix (environ 20 % en 1973) restent autant de problèmes cruciaux qui alimentent de nombreux conflits. Conflit entre nationalités, entre la bureaucratie fédérale et celle des diverses républiques, entre les fonctionnaires politiques et les dirigeants des secteurs financiers et bancaires, grèves des travailleurs pour l'augmentation de leurs salaires, le respect de leurs droits d'autogestionnaires. Face à de telles tensions, la bureaucratie titiste a fait le seul choix compatible avec le maintien de ses privilèges: loin de toucher aux causes des inégalités et des tensions sociales, elle chercha d'une part des boucs émissaires susceptibles d'apaiser la colère des masses (c'est la fameuse campagne impulsée par Tito contre tous ceux qui se sont "abusivement" enrichis) et, d'autre part, elle réprima l'ensemble des oppositions en s'efforçant de remodeler une Ligue des Communistes Yougoslaves à la mesure de ses exigences de reprise en main de la société yougoslave.

Mais la décentralisation introduite de plus en plus largement depuis les années 50 a eu ses contre-parties: une vie culturelle et politique sans commune mesure en Yougoslavie par rapport aux "démocraties populaires". La revue philosophique PRAXIS, l'école annuelle de KORCULA ont acquis un renom international qui satisfaisait y compris l'image de marque que la bureaucratie titiste tenait à conserver. Mais au-delà de ces manifestations des philosophes marxistes yougoslaves, l'ampleur du mouvement étudiant, de ses thèmes de lutte en mai 68 ("La révolution n'est pas terminée, autogestion de bas en haut!") ont témoigné de la progression des idées marxistes révolutionnaires au sein de la jeunesse militante. La "reprise en main" n'est donc pas acquise, ni facile pour la bureaucratie, surtout si elle veut -- comme c'est encore le cas -- préserver cette apparence de démocratie et aussi d'autonomie vis-à-vis de la bureaucratie soviétique, sa soeur ennemie.

Depuis 1971, les purges internes à la LCY ont été considérables (quelques 55.000 personnes limogées). Il s'agit de combattre à la fois les néo-staliniens "purs et durs" qui profitent des conflits actuels pour prendre des forces et faire pression pour un retour à une centralisation totale, mais aussi de réprimer les "libéraux", "anarcos et restauracionnistes divers", qualifiés comme tels par la bureaucratie, parfois partisans réels d'une extension des lois du marché, souvent simplement hostiles à l'actuel cours répressif et au rôle nouveau attribué à la LCY. En fait, le centre des attaques porte actuellement contre ceux qui sont le mieux à même d'exprimer à la fois le rejet du centralisme bureaucratique, l'acquis de l'autogestion mais la ferme volonté d'en faire une réalité: les professeurs marxistes qui colla-

borent avec la revue PRAXIS, et peut-être surtout les étudiants qui militent activement pour qu'au-delà de la liberté d'expression et de travail de leurs professeurs s'affirme un programme de lutte authentiquement socialiste.

Depuis quelques mois, les autorités yougoslaves ont tout fait pour obtenir l'exclusion de huit professeurs de la faculté de philosophie de Belgrade, participants à PRAXIS (2). Pressions diverses, retraits de passeports, campagne de presse, "lettres d'ouvriers" qui pour la cause découvrent la philosophie, demandes explicites de licenciement. Mais les organes légaux de la faculté ont résisté. La bureaucratie a dès lors cherché à changer la situation! Tentative de mettre en place un nouveau conseil faculté dont la moitié des membres serait désignée par les autorités, définition de nouveaux critères "pratiques et théoriques" pour l'habilitation des professeurs à enseigner, etc. Mais la résistance a été pour l'instant la plus forte. Les professeurs sont toujours en place. Leurs étudiants se sont organisés pour les soutenir. La solidarité s'est étendue aux facultés de Zagreb et Ljubjana. En janvier 1974, une coordination s'est faite entre les trois facultés, au cours de laquelle une résolution affirma, au-delà du soutien aux professeurs, la lutte commune des étudiants pour un socialisme qui mette réellement le prolétariat au pouvoir: l'appel à coordonner tous les efforts socialistes pour une lutte contre les privilèges bureaucratiques, contre les inégalités sociales, contre l'exploitation des travailleurs, témoigne d'une volonté militante qui ne peut qu'être réprimée par la bureaucratie. Déjà, l'étudiant Vladimir PALANCININ a été arrêté en mars pour "avoir lu une telle résolution". Des inculpations sont en cours contre 11 des étudiants des trois facultés. Dès que le congrès de la LCY sera terminé, affirmant la reprise en main de sa direction, dès que l'attention et la mobilisation paraîtront moins soutenues, à la faveur des mois d'été, les procès risquent de pleuvoir, la répression de s'accroître encore.

La bureaucratie titiste se heurtera à la solidarité que les révolutionnaires du monde entier apporteront aux professeurs marxistes et aux étudiants communistes yougoslaves. Au moment où elle affirme démagogiquement vouloir renforcer l'autogestion, elle réprime ceux qui veulent réaliser de telles promesses. Elle s'engage à nouveau sur le terrain des procès, de la répression envers d'authentiques socialistes, parce que l'heure des bilans est venue où le prolétariat yougoslave pourrait bien trouver dans les appels des étudiants et des professeurs, la voie que la bureaucratie lui ferme: celle du pouvoir.

C. VERLA

- (1) Plus d'un million de travailleurs yougoslaves à l'étranger; quelques 300.000 chômeurs en Yougoslavie même.
- (2) Les professeurs réprimés sont: Mihailo Markovic, Ljubomir Tadic, Svetozar Stojanovic, Miladin Zivotic, Zaga Pesic-Golubovic, Dragdjub Micunovic, Nebojsa Popov et Trivo Indjic.